

# Séquence 1

## Croissance, fluctuations et crises

### Sommaire

---

Introduction

1. Quelles sont les sources de la croissance économique ?
2. Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Auto-évaluation de la séquence

Corrigés des exercices

Correction de l'auto-évaluation



# Introduction

La croissance est l'un des objectifs de politique économique. Les pouvoirs publics cherchent ainsi à la favoriser ou à la maintenir dans le but de satisfaire d'autres objectifs tels que l'emploi ou encore la stabilité des prix. Cependant depuis 2008 et la crise financière amorcée par la chute de la banque Lehman Brothers, c'est ce terme de crise qui revient dans l'actualité et ne cesse de défrayer la chronique. Trois ans plus tard, en 2011 c'est la crise de la dette grecque qui accapare l'attention des acteurs économiques. S'agit-il d'une nouvelle crise ou des effets de la crise financière ?

Nous allons voir dans cette séquence ce que recouvrent précisément les termes de croissance et de crise. Nous verrons aussi sur quelles variables les pouvoirs publics peuvent agir pour favoriser la croissance et répondre aux crises lorsqu'elles surviennent. Enfin une attention particulière sera apportée à l'étude de la crise actuelle.

# 1

# Quelles sont les sources de la croissance économique ?

## Introduction

La croissance est fréquemment au centre du débat politique. Malgré le fait qu'elle et son indicateur fassent l'objet de multiples critiques (A). La croissance est en effet, une condition nécessaire à l'amélioration du niveau de vie et du développement c'est pourquoi on cherche à savoir comment l'obtenir (B).

### Pré-requis

Facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.

### Notions à acquérir

Travail, capital, PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs.

## Activité 1 Sensibilisation : Comment mesure-t-on le PIB ?

Allez sur le site <http://ecodico.bnpparibas.com/>

Afin de faire apparaître toutes les vidéos cliquez sur l'onglet liste

Visionnez la vidéo intitulée « Le PIB »

Répondez aux questions suivantes.



### Questions

- 1 Qu'est-ce que le PIB ?
- 2 Il existe 3 manières de mesurer le PIB, complétez les phrases suivantes :
  - a) Le PIB est la somme des ....., de la TVA et des droits de douane, où la valeur ajoutée mesure l'augmentation de la valeur des biens au cours du processus de production.
  - b) Le PIB est aussi la somme des ..... lors du processus de production, en particulier, le revenu des salariés et le profit des entreprises résidentes.

c) Le PIB est la somme de l'ensemble des ..... des différents agents économiques : la consommation et l'investissement en logements des ménages, l'investissement productif et les variations de stocks des entreprises, les dépenses de l'État et les exportations, constituées par la demande en provenance du reste du monde. A la quelle il faut soustraire ensemble des .....

③ A partir de l'équation suivante indiquez les signes (+ ou - ) qui conviennent.

PIB = consommation ..... investissement ..... variations de stocks des entreprises ..... exportations ..... importations

**Problématique :**

Comment mesurer la croissance ? Comment obtenir la croissance ?



## Le PIB, indicateur de l'activité économique ?

### Rappel

Cette partie s'appuie sur les notions abordées en première dans la Séquence n° 1 – Chapitre n° 3.

### 1. Le PIB : Un outil largement utilisé

#### a) Le PIB permet de mesurer la croissance économique



Le **PIB** c'est-à-dire le Produit Intérieur Brut est un indicateur mesurant la somme des richesses créées pendant une période, en général une année, dans un pays.

Le PIB de la France en 2010 était de 1932,8 milliards d'euros.

Il se calcule de 3 manières (cf sensibilisation) dont la suivante :

PIB = Somme des valeurs ajoutées brutes (des résidents) + TVA+ droits de douane – subventions à l'importation



La **croissance économique** est l'augmentation soutenue, pendant une période longue de la production d'un pays. Généralement on retient l'augmentation du produit intérieur brut à prix constant comme indicateur de croissance.

Le PIB peut être indiqué soit en valeur soit en volume. (Rappel de première).

► **Le vocabulaire :**

Le PIB en **Euros courants** (euros sans retraitement).est aussi appelé **PIB nominal** ou **PIB en Valeur**.

Le PIB en **euros constants** est le PIB corrigé de l'inflation. Il est aussi appelé **PIB en volume** (car on s'intéresse uniquement aux quantités et non à l'évolution des prix) ou encore **PIB réel**.

► **Le calcul :**

PIB en volume= (PIB en valeur/ indice prix) \*100

► **L'interprétation :**

Le PIB réel évalue uniquement la hausse des quantités produites, il permet donc d'isoler l'effet quantité de l'effet prix (qui sont confondus avec le PIB nominal) et donne donc une estimation plus réaliste. Seule l'augmentation du PIB en volume d'une année sur l'autre sera retenue comme indicateur de la croissance économique.

Le PIB est un agrégat (=indicateur macroéconomique) qui donne la mesure officielle des richesses produites en un an dans un pays. Outre mesurer la croissance économique d'un pays (en comparant le PIB d'une année avec l'année antérieure) c'est une grandeur de la première importance qui permet des comparaisons internationales.

## Activité 2 Du PIB à la croissance

À partir du document n° 1 traitez les questions suivantes

### Document n° 1

		2008	2009
(1)	Pib en milliards d'euros courants	1948.5	1907.1
(2)	Indice des prix (base 100 en 2000) (les prix de référence sont ceux de l'année 2000)	118.7	<u>119.3</u>
(3)	Pib en volume (milliards d'euros constants c'est-à-dire les euros de 2000)	1641.53	1598.57

D'après INSEE.



## Questions

- 1 Faites une phrase de lecture de la donnée soulignée. (119,3).
- 2 Expliquez comment la ligne (3) a été obtenue :
- 3 Calculez le taux de variation du PIB en euros constant entre 2008 et 2009. Que pouvez-vous en conclure concernant la croissance ?



## Auto-évaluation Valeur/volume

Dans un moteur de recherche internet tapez « apprendre avec l'INSEE », allez sur le site.

Allez sur l'onglet « croissance » puis dans l'arborescence à gauche sur « combien » et « valeur/volume ».

Vous pouvez désormais répondre aux questions qui suivent le tableau affiché, les réponses s'afficheront ensuite.

Vous pouvez poursuivre en cliquant sur l'onglet « calcul ».



## Auto-évaluation PIB et taux de croissance en valeur et en volume

Dans un moteur de recherche internet tapez « apprendre avec l'INSEE », allez sur le site.

Allez sur l'onglet « croissance » puis dans l'arborescence à gauche sur « combien » et « les derniers chiffres ».

Vous pouvez désormais répondre aux questions, les réponses s'afficheront ensuite.

## b) Le PIB permet de comparer les pays et leurs niveaux de vie

Le PIB est un indicateur largement utilisé car il permet de comparer les pays entre eux. Ainsi le pays qui a le PIB le plus élevé serait le pays le plus puissant car le plus riche.

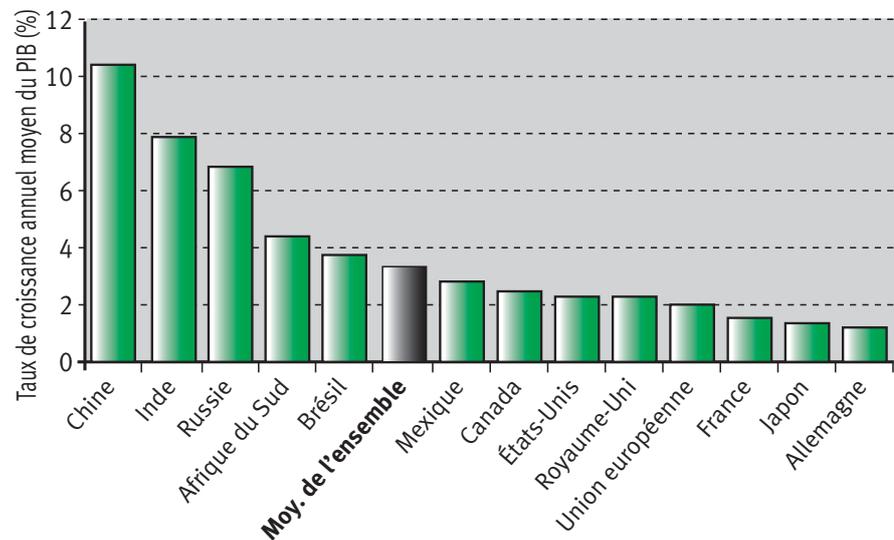
Lors des comparaisons internationales, on utilise aussi le PIB par habitant (PIB divisé par le nombre d'habitants) afin de mesurer les niveaux de vie et de comparer des territoires de taille et de population différents. Le pays qui a le PIB/hab le plus élevé a donc le niveau de vie moyen le plus élevé.



Le **niveau de vie** est la quantité de biens et services dont disposent un ménage, une catégorie sociale, un pays, en fonction de leur revenu. Le niveau de vie correspond au niveau de consommation .

## Document n° 2 (a) Croissance moyenne du PIB sur la période 2002 – 2008

*Croissance moyenne du PIB (2002-2008)*

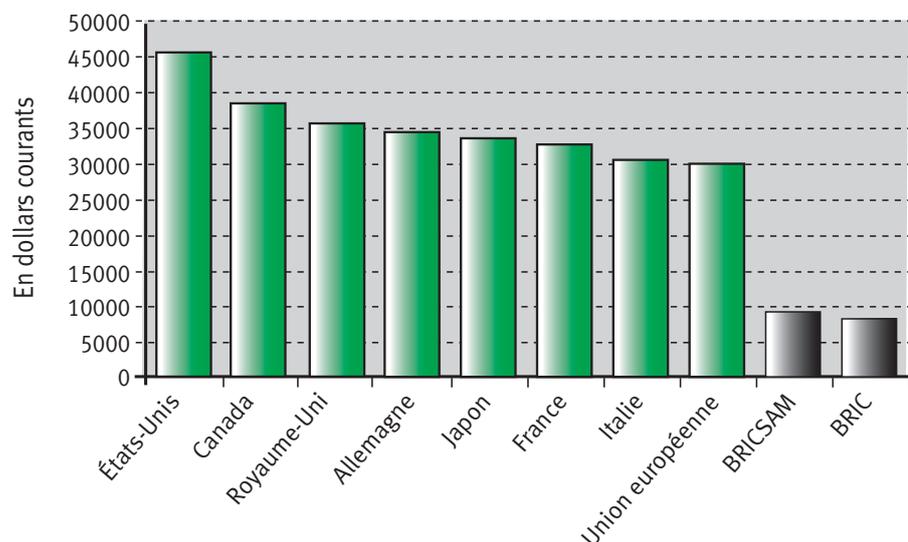


Bases de données en ligne, BRICSAM

Note de lecture : entre 2002 et 2008 les richesses produites par la Chine ont augmenté de 10,25 % en moyenne chaque année.

## Document n° 2 (b) Comparaisons des PIB par habitant en 2007

*PIB par habitant en PPa en 2007*



Bases de données en ligne, BRICSAM

Les Pays dits **BRIC** (acronyme créé par la banque Goldman Sachs en 2003) sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Les pays **BRICSAM** incluent en plus l’Afrique du Sud et le Mexique. Ces pays sont considérés comme les plus dynamiques et les plus influents de tous les pays en voie de développement (PED)

**PIB en PPA (parité de pouvoir d’achat)** : est aussi appelé PIB réel. Il évalue le pouvoir d’achat réel d’un dollar au sein d’un pays ayant une autre monnaie.

### Activité 3

- 1 À partir duquel de ces deux documents (2a ou 2b) peut-on déterminer quel est le pays le plus riche ?
- 2 Dans lequel de ces pays cités le niveau de vie est-il le plus élevé ?
- 3 À partir du document 2(a) faites une phrase de lecture afin d’intégrer les données pour la France et l’Afrique du Sud.
- 4 Quel lien peut-on en déduire concernant l’évolution du niveau de vie en Afrique du Sud ?



Il faut veiller à ne pas confondre le PIB exprimé en unités monétaires et la croissance exprimée généralement en %



### Auto-évaluation PIB et croissance

Dans un moteur de recherche internet tapez « apprendre avec l’INSEE », allez sur le site.

Allez sur l’onglet « croissance » puis dans l’arborescence à gauche sur « combien » et « tendances longues ».

Vous pouvez désormais répondre aux questions qui suivent les graphiques affichés, les réponses s’afficheront ensuite.

Le PIB est donc un outil largement utilisé car il permet d’évaluer la production.

Cependant les pays étant de taille variable, il faut en tenir compte pour effectuer des comparaisons. On utilise ainsi davantage lors des comparaisons le taux de croissance du PIB (qui est une donnée relative) et le PIB par habitant qui mesure le niveau de vie moyen.

## 2. Un outil imparfait

Cependant cet agrégat n’est pas sans soulever quelques critiques certaines liées à la construction de cet indicateur d’autres liées à son hégémonie.

## a) Le PIB ne comptabilise pas toutes les productions et destructions

Toute une partie de la production échappe au PIB, on parle alors d'**économie informelle ou souterraine**. L'**économie souterraine** désigne l'ensemble des activités légales mais non déclarées qu'elles soient marchandes ou non marchandes et l'ensemble des activités illégales marchandes.

### Activité 4 Une partie de la production n'est pas prise en compte dans le PIB

Complétez le tableau ci-dessous à l'aide des termes proposés et ce afin d'illustrer la définition de l'économie souterraine : trafic de drogue, Bé-névolat, Contrebande, Échanges de services entre amis, corruption, Travail au noir, contrefaçon, Troc, Babysitting, travail domestique, Dons.

	Exemples d'activités non marchandes	Exemples d'activités marchandes
Activités légales mais non déclarées		
Activités illégales		

Les activités domestiques représentent une part importante de sous-estimation du PIB puisqu'on passe plus de temps aux travaux ménagers qu'aux activités professionnelles au cours d'une vie. Dans les pays en développement, l'économie informelle (donc la sous-estimation du PIB) est encore plus forte car il y a davantage de corruption mais aussi davantage de relations traditionnelles donc non marchandes.

Par ailleurs Le PIB est un agrégat c'est-à-dire qu'il additionne mais ne soustrait jamais. Or des coûts qui peuvent résulter de l'activité de production et devraient donc venir en déduction dans le calcul du PIB.



**Externalité** : effet créé par un agent économique lorsqu'il procure à autrui par son activité un avantage gratuit (externalité positive) ou un désavantage sans compensation monétaire (externalité négative).

Ces coûts peuvent être des coûts sociaux (maladies, stress ...) mais aussi écologiques et ne sont même pas chiffrés (comment pourrait-on les chiffrer ?). Ces coûts sont d'autant plus problématiques qu'ils sont générateurs d'externalités négatives.

Non seulement ces nuisances ne sont pas soustraites au PIB mais leur réparation augmente celui-ci.

## b) Le PIB ne reflète pas les inégalités

Le PIB/habitant ne reflète que la situation en terme de niveau de vie moyen. Cela signifie que les individus ne se reconnaissent pas nécessairement dans cet indicateur car il ne reflète pas leur niveau de vie réel.

En France, en 2009, les 10 % les moins bien lotis ne perçoivent que 3,7 % de la masse totale des revenus, et les 10 % les mieux lotis en reçoivent un quart...Une répartition particulièrement inégalitaire.

De plus alors que le PIB français a augmenté, les inégalités de revenus se sont accrues au cours des dix dernières années. Le revenu annuel moyen des 10 % les plus modestes s'est élevé de 970 euros entre 1998 et 2008, celui des 10 % les plus riches de 11 530 euros.

## c) La difficulté des comparaisons internationales de PIB

### Document n° 3 : Les comparaisons internationales de PIB : un exercice difficile

Comparer les niveaux de richesse entre pays requiert deux types de travaux statistiques : le premier consiste à calculer le PIB et la population de la même manière dans tous les pays. Le second, beaucoup plus délicat, consiste à corriger les PIB par tête ainsi obtenus des différences de niveau de prix (le « coût de la vie ») entre les pays. Cette correction a des limites qu'il est indispensable d'évaluer pour pouvoir apprécier la fiabilité de telles comparaisons.

François Magnien, Jean-Luc Tavernier et David Thesmar,  
Economie et statistique n° 324, 2002

La comparaison des PIB et plus encore des PIB par habitant se heurte à des obstacles. Tout d'abord elle suppose un appareil statistique suffisamment élaboré. Ainsi en Inde un recensement historique a eu lieu entre 2010 et 2011 afin de comptabiliser la population (et de la munir de cartes d'identité).

Le second obstacle est lié à la comparaison des PIB/hab. En effet pour les comparer il faut une unité commune (le dollar par exemple) mais les taux de change pouvant être très variables les comparaisons peuvent ne plus être pertinentes. Enfin il ne suffit pas de comparer deux PIB mais aussi le pouvoir d'achat. En effet, le pouvoir d'achat du dollar par exemple ne sera pas le même aux Etats Unis qu'en Inde par exemple où le coût de la vie est moindre.

Pour permettre d'effectuer au mieux les comparaisons, on utilise **le PIB en PPA** (parité de pouvoir d'achat) : Il évalue le pouvoir d'achat réel d'un dollar au sein d'un pays ayant une autre monnaie.

### 3. Un indicateur contesté : vers d'autres indicateurs

#### a) Au-delà du PIB, le RNB

##### Activité 5 Document n° 4

En septembre 2009, le rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, dite Commission « Stiglitz », a replacé au cœur du débat public les agrégats de comptabilité nationale, pour en rappeler la pertinence, mais aussi les limites.

Le PIB est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays ; c'est à ce titre qu'il est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Mais une partie de cette activité sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué en France par des non-résidents ; à l'inverse, une partie des ressources des résidents en France provient de revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires reçus par des résidents qui travaillent à l'étranger. C'est la raison qui pousse la commission « Stiglitz » à mettre l'accent sur le revenu national (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. [...]

En 2009, le recul du RNB (- 2,3 %) est plus important que celui du PIB en valeur (- 2,1 %). En effet, les revenus du capital générés par les placements des résidents à l'étranger ont chuté plus fortement que ceux versés à l'extérieur au titre des capitaux étrangers investis en France, la récession ayant été plus accentuée chez nos principaux partenaires qu'en France.

Les comptes de la nation en 2009, Insee Première n° 1294, mai 2009.



#### Questions

- 1 Comment calcule-t-on le revenu national brut ?
- 2 Pourquoi la « commission Stiglitz » préconise-t-elle d'abandonner le PIB au profit du RNB ?

Nous le verrons dans le point suivant mais certains indicateurs qui se baissent sur le PIB, l'abandonnent au profit du RNB (revenu national brut).

#### b) Mesurer autre chose que les richesses

##### Activité 6 Document n° 5 : Le progrès ne consiste pas à produire toujours plus

#### A quelle idée de progrès le produit intérieur brut (PIB) renvoie-t-il ?

Assimiler le progrès à la croissance du PIB, c'est penser qu'une société progresse quand elle produit beaucoup et que beaucoup de biens et

de services sont amenés sur le marché et sont appropriés, consommés par les agents économiques. [...] Il y a d'abord cette idée, particulièrement bien portée par Adam Smith, que plus la production est forte, plus l'abondance se répandra dans les différentes classes du peuple et plus la société sera en fin de compte démocratique. [...]

### **A quelle idée de progrès le produit intérieur brut (PIB) renvoie-t-il ?**

Assimiler le progrès à la croissance du PIB, c'est penser qu'une société progresse quand elle produit beaucoup et que beaucoup de biens et de services sont amenés sur le marché et sont appropriés, consommés par les agents économiques. [...] Il y a d'abord cette idée, particulièrement bien portée par Adam Smith, que plus la production est forte, plus l'abondance se répandra dans les différentes classes du peuple et plus la société sera en fin de compte démocratique. [...]

### **Pourquoi est-ce si difficile de dépasser cette conception du progrès ?**

[...] Dès lors, le progrès ne consiste pas à produire toujours plus, en sollicitant indéfiniment la nature pour assouvir des désirs individuellement eux-mêmes infinis, mais prendre soin de notre patrimoine commun.

### **Qui dit indicateur dit nécessairement quantification. N'y a-t-il pas des effets pervers à l'introduction du quantitatif dans toutes les dimensions de la vie ?**

[...] Je suis donc persuadée qu'il faut essayer de tout compter ou alors de distinguer des activités, des morceaux de réalité que nous sanctuarisons. Et quantifier ne signifie pas tout convertir en unité monétaire, mais faire un inventaire, par exemple, de nos ressources physiques.

Extraits d'une interview de Dominique Méda parue dans Alternatives économiques n° 283, Septembre 2009  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)



### **Questions**

- 1 Quelle critique Dominique Méda adresse-t-elle à l'usage qui est fait du PIB ?
- 2 Que préconise D Méda ? Pour répondre à cette question appuyez vous sur les imperfections du PIB vues précédemment.



### **Auto-évaluation PIB et bien être**

Dans un moteur de recherche internet tapez « apprendre avec l'INSEE », allez sur le site.

Allez sur l'onglet « croissance » puis dans l'arborescence à gauche sur « combien » et « Mesurer le bien – être ».

Vous pouvez désormais répondre aux questions qui suivent le texte affiché, les corrections s'afficheront ensuite.



## A retenir

Le PIB est donc uniquement un indicateur de richesses, un **indicateur quantitatif qui ne mesure pas le bien être**.

Suite au rapport Brundtland en 1987, la notion de **développement durable** c'est-à-dire « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » apparaît.

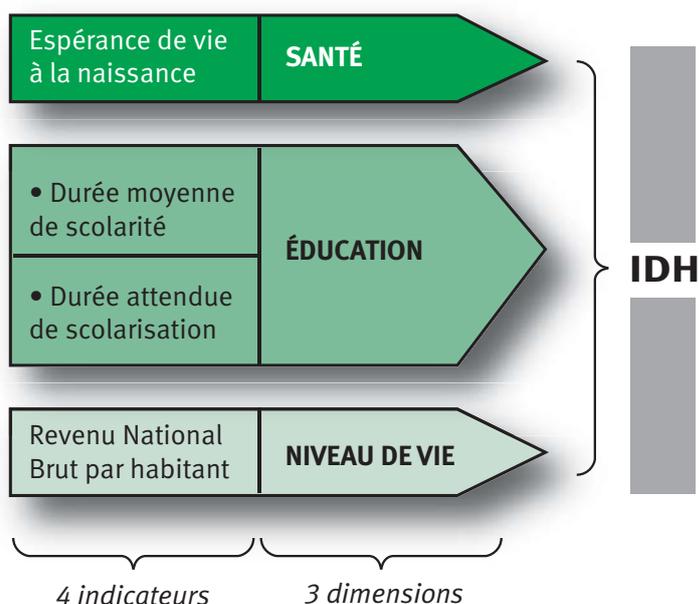
Elle sera intronisée au Sommet de la Terre de Rio en 1992, date à partir de laquelle l'idée « d'aller au-delà du PIB » émerge. En 2007, la déclaration d'Istanbul reconnaît « le besoin d'élaborer une mesure du progrès social dans chaque pays qui aille au-delà des mesures économiques conventionnelles comme le PIB par habitant ».

S'il semble y avoir un certain consensus sur le fait que le PIB ne serait pas un indicateur permettant de mesurer le progrès social, des questions demeurent sur les indicateurs qu'il faudrait retenir et sur ce qu'on voudrait mesurer (le progrès, le bonheur, le bien être, la qualité de vie ?)

Pour avoir un impact sur l'opinion, avoir du poids dans les décisions et permettre les comparaisons, il faut que le/les indicateurs soient peu nombreux.

En 1991, suite aux travaux d'Amartya Sen (prix nobel en 1998), le programme des nations unies pour le développement (PNUD) publie, depuis 1990, un rapport sur le développement humain dans le monde à partir (entre autres) de **l'indicateur de développement humain (IDH)**.

## Document n° 6 : Les 3 composantes de l'IDH (méthodologie 2010)





L'**IDH** est combiné trois critères : le RNB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue). L'**IDH** est compris entre 0 et 1 : plus il est proche de 1 et plus le pays est développé.

**Attention** : avant 2010 le niveau de vie était mesuré par le PIB par habitant et non par le RNB.

### Activité 7 Questions à traiter à partir du document n° 6 :

- 1 Montrez que le RNB et l'**IDH** sont liés.
- 2 En quoi peut-on dire que l'**IDH** est un indicateur qualitatif ?



Pour découvrir d'autres indicateurs : vous pouvez effectuer des recherches à partir des mots-clefs suivants : empreinte écologique, IPH.

### Activité 8 Document n° 7

Pays	Rang du pays en terme d' <b>IDH</b>	Valeurs de l' <b>IDH</b> en 2010	Espérance de vie à la naissance (en années)	Durée moyenne de scolarisation (en années)	Durée attendue de scolarisation (en années)	RNB par habitant en 2008 (en PPA en \$)	Classement selon le RNB par habitant moins le classement selon l' <b>IDH</b>
Norvège	1	0,938	81	12,6	17,3	58 810	2
France	14	0,872	81,6	10,4	16,1	34 341	9
Israël	15	0,872	81,2	11,9	15,6	27 831	14
Koweït	47	0,771	77,9	6,1	12,5	55 719	-42
Guinée équatoriale	117	0,538	51	5,4	8,1	22 218	-78

D'après undp.org.



### Questions

- 1 À partir de la dernière colonne déduisez le rang de la Norvège en terme de RNB par habitant.
- 2 Pourquoi un niveau élevé de RNB/hab ne correspond pas toujours à un **IDH** élevé ?



## A retenir

En janvier 2008 la commission Stiglitz réunissant Joseph Stiglitz, Amartya Sen – deux Prix Nobel d'économie – et Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) n'a pas permis d'aboutir au choix d'un nouvel indicateur unique. Cela s'explique par le fait qu'il n'existe pas d'indicateur parfait.

Cependant le travail de cette commission a abouti à des recommandations :

- d'adjoindre aux indicateurs mesurant les phénomènes économiques des éléments indiquant la répartition et ce afin de rendre mieux compte des inégalités.
- de mieux mesurer la production de certains services, en tenant certes compte des dépenses mais aussi de la qualité (dans la santé, l'éducation..).
- déduire les dépenses qui ne contribuent pas au bien être (exemple des déplacements pour se rendre à son travail).
- de mesurer ce qui compte pour les individus, en se plaçant, pour le choix des indicateurs de leur point de vue.
- d'utiliser le revenu national pour approcher d'une mesure du bien-être plutôt que le produit intérieur, ce dernier comptabilisant des revenus dont profitent des non-résidents.
- d'adopter des indicateurs nets : Ainsi, au produit intérieur brut (PIB), on préférera le produit national net (PNN), qui prend en compte les effets de la dépréciation du capital dans toutes ses dimensions : physique, naturel, humain, etc.
- de prendre en compte le présent mais aussi l'avenir à partir de la soutenabilité qui est en quelques sortes une mesure de la pérennité.

*Pour en savoir plus : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>*

## B

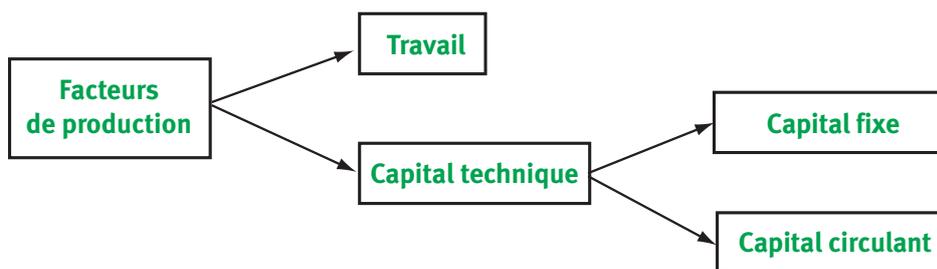
## D'où vient la croissance ?

Pour répondre à la question « D'où vient la croissance économique ? » il faut s'intéresser aux facteurs de production, et à l'efficacité de la manière dont ils sont combinés.



Rappel : Les **facteurs de production** sont l'ensemble des éléments qui sont combinés durant l'activité de production qui sont traditionnellement le **travail** et le **capital**.

## Document n° 8



**Le travail** est apporté par les Hommes et désigne l'activité qu'ils mettent au service de la production de biens et services. Remarquons que, seul le travail rémunéré est pris en compte.

**Capital technique** est l'ensemble des moyens de production utilisés dans le processus productif, constitué du capital fixe et du capital circulant.

**Capital fixe** : Ensemble des moyens de production utilisés pendant au moins un an durant le processus de production = investissement.

**Capital circulant** : Ensemble des moyens de production qui sont transformés ou détruits durant le processus de production = consommations intermédiaires.

Nous étudierons les facteurs de production du point de vue de leur influence quantitative puis qualitative.

## 1. La croissance, résultat de la mobilisation des facteurs de production

### Activité 9 Document n°9 : Un exemple de fonction de production

**Exemple** En un an un agriculteur, avec un tracteur, produit 10 tonnes de pommes de terre sur 1 hectare de terre.

Une **fonction de production** est la relation établie entre un niveau de production et les quantités de facteurs nécessaires à cette production.

① Complétez la fonction de production :

..... tonnes de PDT = f(..... ha de terre + ..... tracteur, .....an de travail)

=capital

② Notre agriculteur embauche un ouvrier agricole, achète un second tracteur et un hectare de terre supplémentaire. La production double alors. Écrivez la nouvelle fonction de production.

..... tonnes de PDT = f(..... ha de terre + .....tracteurs, .....ans de travail).

③ **Comment peut-on expliquer l'évolution de la production ?**

L'accroissement de la quantité de facteurs de production est un des principaux mécanismes de la croissance.

On va donc étudier la contribution de l'accroissement des facteurs travail et capital à la croissance économique. On privilégiera le cas de la France et la période des Trente Glorieuses.

## a) L'impact sur la croissance d'une augmentation du facteur travail



**Population active** : Ensemble des personnes qui exercent un emploi (PAO) ou qui en recherchent un (chômeurs).

Pour augmenter la quantité de travail on peut augmenter le nombre de travailleurs et/ou augmenter le temps de travail.

### ■ Tout d'abord, la croissance peut provenir d'une augmentation de la population active.

Une hausse de la population qui générerait une hausse de la population active a des répercussions positives sur la croissance.

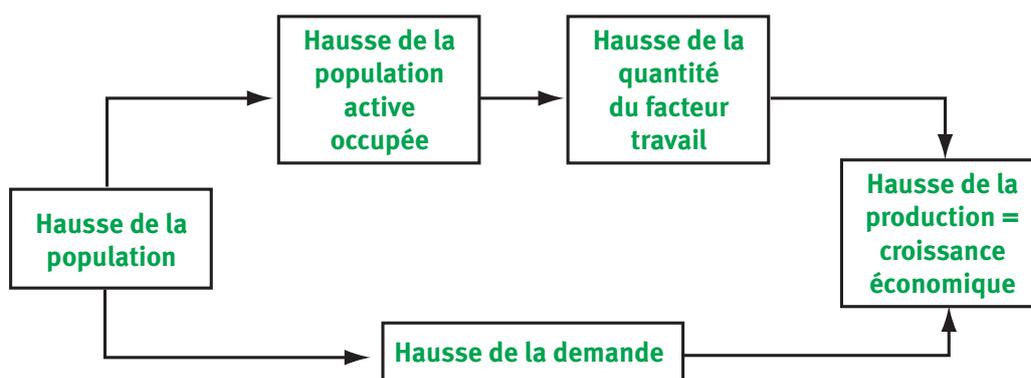
L'augmentation de la population active peut être due :

#### ► à la **croissance démographique** :

- qui peut être lié à l'**accroissement naturel** : exemple baby-boom de 1945 qui a eu des répercussions sur la population active environ 15 ans après,
- et/ou à l'**immigration** de main-d'œuvre,

#### ► à la **hausse des taux d'activité** (notamment féminin)

La hausse de la population active agit sur l'**offre de biens et services** en procurant une main-d'œuvre supplémentaire mais aussi sur la **demande de biens et services** : elle provoque une augmentation des débouchés.



#### Remarque

Ce n'est vrai que si la croissance est limitée par le manque de main-d'œuvre (Faible taux de chômage).

### ■ La croissance peut également venir d'une augmentation de la durée du travail

En effet, si la durée du travail augmente, les actifs travailleront plus longtemps, ce qui entraînera une augmentation de la production et donc la croissance économique.

Mais en France, la durée du travail a diminué au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. (Les facteurs de cette évolution : la législation (loi Aubry sur les 35h, les congés payés), les luttes sociales, le contexte économique, etc.), sur la même période, le pays connaissait la croissance. En effet, de 1951 à 1969, le PIB a en moyenne augmenté de 5,5 % par an.

⇒ **La croissance économique s'est donc appuyée non sur une hausse mais sur une réduction de la durée du travail.**

Le travail n'est donc pas le seul facteur de croissance. Celle-ci s'appuie aussi sur le facteur capital.

## b) L'accumulation du capital génératrice de croissance



**L'investissement** est l'opération économique qui permet l'accumulation du capital.

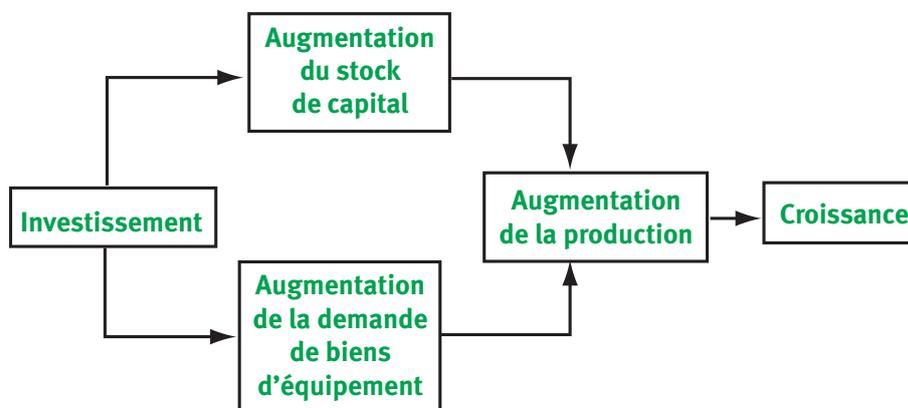
Le capital est « un stock de richesses qui permet de produire d'autres richesses et, à son détenteur, de toucher un revenu appelé profit ».

La comptabilité Nationale mesure l'investissement avec la **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF) qui correspond à l'investissement brut, c'est-à-dire sans tenir compte de la dépréciation du capital (donc la perte de sa valeur).

L'accumulation du capital, permise par l'investissement est, avec l'accumulation du travail, une des conditions de la croissance.

Dans les économies capitalistes, les entrepreneurs accumulent du capital (et embauchent des salariés) pour produire des marchandises. Cette activité leur permet de dégager un profit qu'ils réinvestiront, pour produire et réaliser un profit encore supérieur, etc. le profit réalisé grâce à l'investissement est donc le moteur de l'accumulation et donc de la croissance.

Par ailleurs, l'investissement est une des composantes de la demande qui a un impact sur la croissance économique.



On dit que la croissance est extensive quant elle est liée à l'augmentation des facteurs de production.

## Activité 10 Document n° 10

	Période 2005-2009			
	Australie	Autriche	France	Allemagne
Croissance du PIB	2,8	3,6	<u>0,5</u>	0,5
Croissance du facteur capital	1,4	0,4	0,6	0,3
Croissance du facteur travail	1,7	0,8	0,3	0,1
Croissance du total des facteurs	3,1	1,2	0,9	0,4
Croissance de la productivité	-0,3	2,4	-0,4	0,1

D'après <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MFP&lang=fr>



### Questions

- 1 Faites une phrase de lecture avec la donnée soulignée (0,5).
- 2 Quel est le rôle des facteurs de production dans la croissance Autrichienne sur la période 2005-2009 ?
- 3 Qu'est-ce qui a le plus contribué à la croissance de l'Autriche sur la période 2005-2009 ?

Une partie de la croissance ne s'explique ni par le facteur travail ni par le facteur capital. Il existerait donc une autre source de croissance, un « facteur résiduel ».

## 2. La contribution qualitative des facteurs de production à la croissance

L'accroissement de la quantité de facteurs ne suffit pas à rendre compte de la croissance économique, faut donc mesurer l'efficacité de la contribution de ces facteurs, leur qualité en quelque sorte. L'efficacité de la combinaison productive se mesure à l'aide du concept de productivité.

### a) La productivité source de croissance

On l'évalue à l'aide de la productivité :



La **productivité** est le rapport entre les quantités produites et la quantité de facteurs nécessaires à cette production.

La productivité d'un facteur = quantité produite / quantité de facteur utilisé.



Le **progrès technique** est l'ensemble des éléments qui contribuent à l'amélioration de l'efficacité de la combinaison productive.

Cependant pour mesurer non pas l'efficacité d'un facteur mais de la combinaison productive, pour mesurer le progrès technique donc on utilise la productivité globale.

Lorsque la croissance résulte principalement d'une augmentation de la productivité on qualifie la **croissance d'intensive**.

Si la productivité explique en partie la croissance économique on peut se demander quelles sont ses origines.



La **productivité multifactorielle** ou **productivité globale des facteurs** est l'accroissement relatif de richesse (la « croissance ») qui n'est pas expliquée par l'accroissement des facteurs de production. Par exemple, l'ensoleillement et la pluviométrie peuvent permettre d'accroître la production agricole, sans accroissement des autres facteurs.

## b) Accumulation du capital et productivité

Si les économistes s'accordent sur le fait que le progrès technique est source de croissance, ils n'expliquent cependant pas ce rôle de la même manière.

Au départ les économistes néoclassiques ont considéré le progrès technique comme autonome des facteurs de production, comme exogène. Le progrès technique était alors considéré comme un résidu. Puis en cherchant à expliquer ce résidu, il a semblé plus réaliste de l'incorporer aux facteurs de production et plus particulièrement, dans un premier temps, au facteur capital.

## Activité 11 Document 11

Les travailleurs sont aujourd'hui plus productifs qu'ils ne l'étaient il y a vingt ou cent ans parce qu'ils disposent de plus de machines, et que celles-ci sont de meilleure qualité.



### Questions

- 1 Montrez que l'investissement favorise la croissance de deux façons différentes.

Si l'accumulation de capital physique est source de progrès technique, les économistes de la croissance endogène ont montré que le progrès technique résultait, plus largement de l'accumulation de différentes formes de capital : capital physique, capital humain, stock de connaissances, capital public, infrastructures...



L'expression « **Croissance endogène** » désigne des théories de la croissance qui intègrent les facteurs explicatifs tels que les externalités, l'effort de recherche, la formation, les dépenses publiques.

## Activité 12

Allez sur le site <http://ecodico.bnpparibas.com/>



Afin de faire apparaître toutes les vidéos cliquez sur l'onglet liste  
Visionnez la vidéo intitulée « Le capital humain »



### Questions

- 1 De quoi dépend le capital humain ?
- 2 Pourquoi est-il important d'investir en capital humain ?



Le **capital humain** désigne le « stock de connaissances et de savoir-faire valorisables incorporés aux individus et qui peuvent être utilisées à des fins productives ».

## Activité 13

### Document 12 : Formation de la main-d'œuvre et la productivité des entreprises

La vigueur d'une économie repose, en bonne partie, sur la productivité de ses entreprises et sur la formation et la qualification de sa main-d'œuvre. En ce sens, le Pacte pour l'emploi comprend :

- Un accroissement substantiel des fonds qu'Emploi-Québec consacre à la formation des travailleurs et travailleuses en entreprise.
- Le regroupement d'entreprises au sein de mutuelles de formation, pour favoriser la mise en commun des ressources de formation.
- Un crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre du secteur manufacturier.
- L'augmentation de l'offre de cours et de formations de base pour le maintien en emploi des travailleurs et travailleuses et le développement continu de leurs compétences.
- De nouveaux dispositifs de reconnaissance des acquis et des compétences de la main-d'œuvre à l'intention des travailleurs et travailleuses et des personnes sans emploi.

<http://www.pacte-emploi.gouv.qc.ca/presentation/formation.asp>



### Questions

- 1 Qui sont les acteurs concernés par ces mesures ?
- 2 Pourquoi les pouvoirs publics québécois prennent-ils des mesures en faveur de la formation de personnes qui ont un emploi ?
- 3 À partir de la dernière mesure expliquez que le capital humain ne s'acquiert pas que par la formation.

Le capital humain s'incarne dans le niveau de formation des individus, leur qualification mais aussi leur santé. Une main-d'œuvre en bonne santé et formée sera d'autant plus productive. Enfin un travail ayant un niveau de capital humain élevé sera mieux à même de produire du capital physique plus productif.

## Activité 14 Document n°13 : extrait d'un article présentant le plan de relance de l'économie décidé en 2008

**Investissements publics** : accélération des programmes d'équipement : 4 lignes TGV construites simultanément entre 2010 et 2014, canal Seine Nord, rénovation des tribunaux, des infrastructures routières... Coût estimé : 4 milliards de l'État, 4 milliards des grandes entreprises publiques (EDF, La Poste...) et 2,5 milliards des collectivités locales.

lepoint.fr



### Questions

- 1 Qu'est-ce qui justifie ces investissements publics ?



### A retenir

Le progrès technique est en partie dû au capital physique qui lorsqu'il est renouvelé est plus productif. Cependant il existe d'autres formes de capital (humain, public) qui lorsqu'elles sont accumulées génèrent de la productivité et ce d'autant plus qu'elles sont source d'externalités, des avantages gratuits pour d'autres agents.

Le rôle de l'État dans le processus de croissance est alors important puisqu'il subventionne la recherche, produit de l'éducation, finance des infrastructures.

### c) Innovation et productivité

Pour Schumpeter (1883-1950) ce sont les innovations, source de productivité qui seraient à l'origine de la croissance.

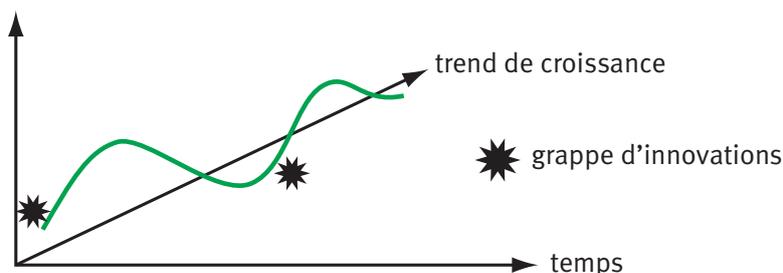
Schumpeter distingue cinq types d'innovation :

- de nouveaux produits
- de nouvelles méthodes de production et de transport
- de nouveaux types d'organisation industrielle
- de nouvelles sources de matières premières ou énergies.
- de nouveaux débouchés



Une innovation est l'application industrielle et commerciale d'une invention.

### Document n°14



Schumpeter part du constat que la croissance n'est pas un phénomène continu et uniforme : aux périodes d'expansion vont succéder des périodes de récession. Ces cycles longs ( une soixantaine d'années) s'expliquent par la discontinuité du progrès technique. En effet, il constate que les phases d'expansion correspondent à l'apparition de grappes d'innovations. Les innovations décisives vont permettre à toute une foule d'innovations secondaires de se diffuser et de créer des produits nouveaux et des occasions de profit stimulant l'activité économique. Chaque nouvelle innovation crée une nouvelle combinaison, mais détruit l'ancienne. Schumpeter considère donc que la croissance est un processus de « **destruction créatrice** ».



La **destruction créatrice** correspond au processus incessant de restructuration des activités économiques : la dynamique de l'innovation conduit simultanément à la disparition des activités obsolètes et à la création d'activités nouvelles.

#### Remarque

Les théoriciens de la croissance endogène cherchent à expliquer les causes du PT (d'où ça vient) alors que Schumpeter s'intéresse à la fois aux causes (innovations) et aux conséquences (les cycles de croissance).

### Activité 15

Au-delà même de leur intervention décisive en matière de recherche fondamentale et de formation, posons-nous la question de savoir pourquoi les pouvoirs publics doivent également soutenir l'innovation des entreprises.

[...]

D'abord, si l'on admet que le rendement social de l'innovation est souvent supérieur à son rendement privé, il en résulte que l'incitation privée à l'innovation est en général insuffisante par rapport au niveau socialement optimal. L'Etat doit donc agir pour accroître l'incitation privée par le recours à divers instruments (subventions, mesures fiscales, actions transversales, etc.

Deuxièmement, les pouvoirs publics doivent également configurer un système juridique de protection des droits *de* propriété intellectuelle et industrielle qui, d'une part, incite les agents économiques privés à entreprendre les dépenses d'investissement nécessaires à l'innovation en leur assurant la protection juridique permettant l'appropriation des résultats financiers et, d'autre part, permette à la collectivité de bénéficier de la plus large diffusion des connaissances correspondantes. [...]

On conçoit également que la liste des moyens et des modalités de cette intervention soit elle-même fort variée et que chaque pays soit finalement amené à combiner des éléments de son histoire, de sa culture et de ses institutions pour parvenir au *système national d'innovation* qui lui est propre.

D Encaoua, D Foray, A Hatchuel, J Mairesse, *Les enjeux économiques de l'innovation*, Avril 2001, Bilan scientifique du programme CNRS, Centre de Gestion Scientifique



## Questions

- 1 Expliquez le passage souligné.
- 2 Pourquoi l'État doit-il accroître l'incitation privée ?
- 3 Pourquoi doit-il y avoir des droits de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle ?

L'état peut favoriser l'innovation en intervenant dans les activités de recherche et développement par le biais de subventions, de la fiscalité (crédits d'impôts) mais aussi par la mise en place d'un système de brevets, incitant aux activités de recherche et développement et luttant contre les comportements de passagers clandestins.

Enfin l'État est aussi acteur de l'innovation puisqu'il contribue (à travers le CNRS par exemple) aux activités de recherche fondamentale.

	Pourquoi	Comment ?
Les pouvoirs publics doivent :	Investir dans des infrastructures publiques	Réseaux de transport Réseaux de communication
	Encourager l'innovation	Financement et subvention de la recherche Législation sur les droits de propriété (brevets)
	Améliorer le capital humain	Financer l'éducation Subventionner la formation Développer le système de santé
	Favoriser les échanges de connaissances	Partenariats public/privé Pôles de compétitivité

## Activité 16 Document n°16

	Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) en % du PIB (2003) <sup>o</sup>	% des dépenses financées par : (données de 2005)	
		Industrie	Etat
France	<u>2,19</u>	<u>50,8</u>	<u>39</u>
Suède	3,98	65,0	23,5
États-Unis	2,60	63,7	31
Japon	3,15	74,5	17,7

D'après l'OCDE.



## Questions

- 1 Faites une phrase de lecture avec la donnée en gras soulignée.
- 2 Faites une phrase de lecture avec les données en italique soulignée.
- 3 Quel rôle jouent les Etats dans la recherche et le développement

## Conclusion

Si le PIB tend à être remis en cause, il n'existe pas à l'heure actuelle d'indicateur unique permettant de remédier aux problèmes qu'il pose tout en permettant les comparaisons internationales. Les Etats cherchent malgré tout à l'accroître car la croissance serait une condition de l'amélioration des conditions de vie.

# 2

## Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

### Introduction

Le chapitre précédent définit la croissance économique et présente les différentes sources de la croissance. Condition nécessaire du progrès et de l'amélioration du niveau de vie, la croissance économique mesure la hausse de la production d'un pays sur une longue période. Ce chapitre 2 s'intéresse aux caractéristiques de la croissance sur longue période.

Ainsi, après avoir observé les fluctuations de la croissance (A), nous en présenterons les différentes interprétations (B). Une partie sera ensuite consacrée à la crise actuelle (C). Nous terminerons par le rôle des politiques macroéconomiques dans la gestion des fluctuations conjoncturelles.

#### Pré-requis

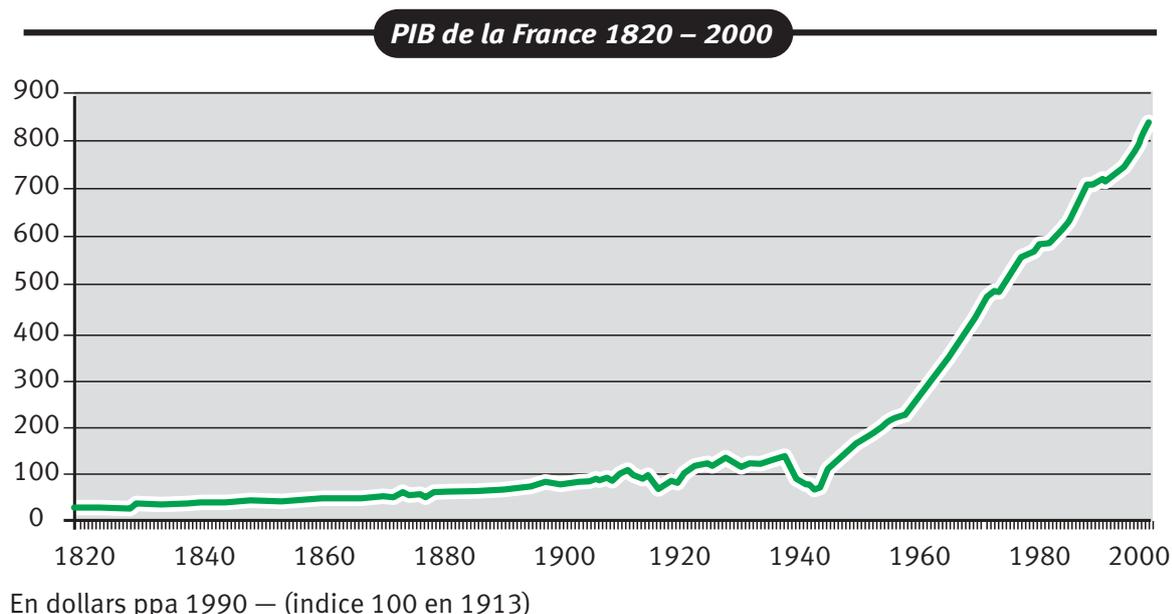
Inflation, politique monétaire, politique budgétaire, politique conjoncturelle, chômage, demande globale.

#### Notions à acquérir

Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, croissance potentielle, dépression, déflation.

### Activité 17 Sensibilisation

#### Document 17: La croissance française sur longue période : représentation arithmétique





## Questions

- 1 Donner une définition du PIB
- 2 Comment la croissance est-elle mesurée sur ce graphique ?
- 3 Les données sont-elles en valeur ou volume ?
- 4 La croissance est-elle continue ? régulière ?
- 5 Y a-t-il des périodes où le PIB baisse ? Si oui lesquelles ?
- 6 Comment caractériser la période 1945-1975 ? Que se passe-t-il ensuite ?

La croissance économique est un phénomène relativement récent : ainsi la croissance annuelle moyenne reste proche de zéro jusqu'en 1700. Elle s'accélère à la fin du 18<sup>ième</sup> siècle avec la première révolution industrielle pour atteindre des taux d'environ 5 % en moyenne par an pendant les « trente glorieuses ». Depuis le milieu des années 70, la croissance ralentit pour atteindre en moyenne un peu moins de 2 % sur la période la plus récente (2000-2010).

Si sur le long terme (depuis la première révolution industrielle) la croissance est quasi continue, elle est irrégulière et rythmée par des périodes de crises et d'accélération (cf analyse des cycles de Schumpeter, document 13, chapitre 1). C'est ce caractère instable de la croissance qui va être étudié dans ce chapitre.

## Problématique du chapitre 2

Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?



## La croissance économique est instable (étude sur longue période)

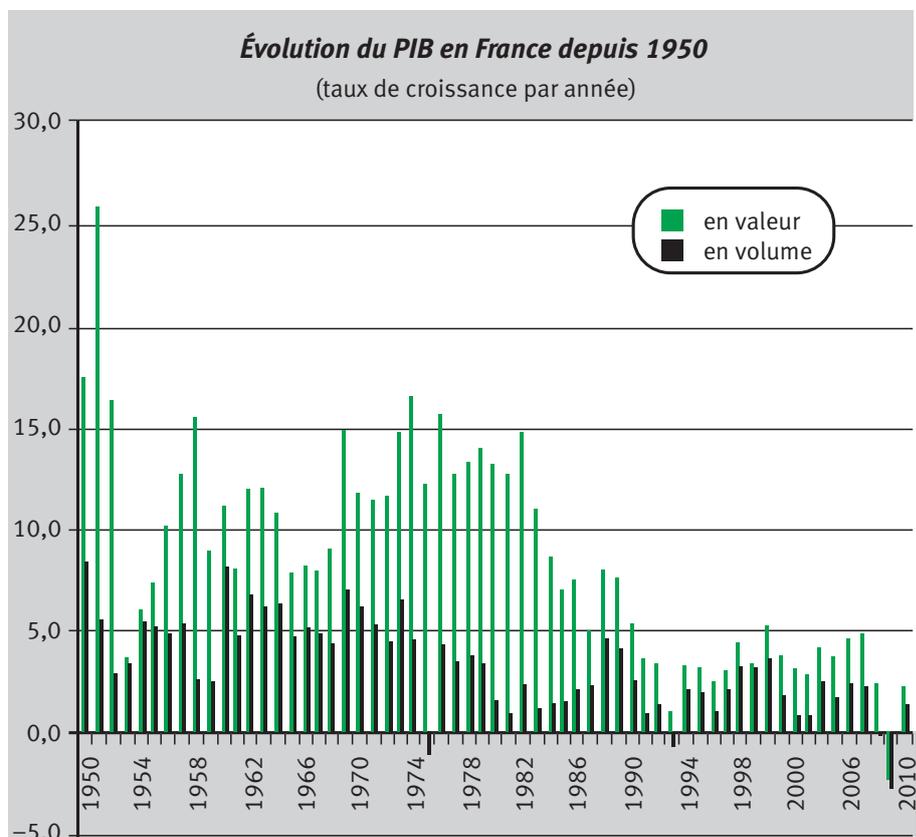
Cette partie s'appuie sur les notions étudiées dans le chapitre 1 de la séquence

### 1. Évolution économique sur longue période : l'exemple de la France

L'activité économique n'est pas un long fleuve tranquille et les irrégularités économiques ont fasciné les économistes. Celles-ci peuvent être appréhendées sous un angle empirique par l'observation des variations du PIB. Nous prendrons l'exemple de la France depuis le début des années 50.

## Activité 18 Comment repérer les fluctuations de l'activité économique ?

### Document 18 : Évolution du PIB en France depuis 1950 (taux de croissance par année)



*D'après les données de l'INSEE*



### Questions

- 1 Quelles différences faites-vous entre PIB en valeur et PIB en volume ?
- 2 Que mesure la différence entre les deux sur une année donnée ?
- 3 Intégrez les données de 2010 dans une phrase ?
- 4 Quelles sont les périodes de forte croissance économique (reprise) ? de baisse de la production (recession) ? de croissance faible ?

Ce graphique montre que la croissance n'est pas régulière, à des périodes de forte croissance économique succèdent des périodes de croissance faible voire de baisse du PIB.



Une **fluctuation économique** désigne un ensemble de variations de l'activité économique au cours du temps, sans précision sur le rythme et l'intensité des mouvements ascendants ou descendants.

Au sens strict la **crise économique** correspond à une rupture, à un retournement brutal de la conjoncture qui marque la fin d'une période d'expansion (c'est-à-dire d'accélération de la croissance). Par extension (au sens large), la crise économique correspond à une situation économique caractérisée par la faiblesse de la croissance du PIB et le développement du chômage.

La crise peut déboucher sur une phase de récession ou de dépression.

La **récession** correspond à un ralentissement de l'activité économique ou à une baisse du PIB de court terme c'est-à-dire deux trimestres consécutifs.

La **dépression** correspond à une baisse du niveau de l'activité économique caractérisé par une baisse du PIB (sur une période relativement longue).

## Activité 19 Auto-évaluation (à partir du document 20)

Compléter le texte ci-dessous en utilisant les termes : récession, fluctuations, reprise, expansion, crise.

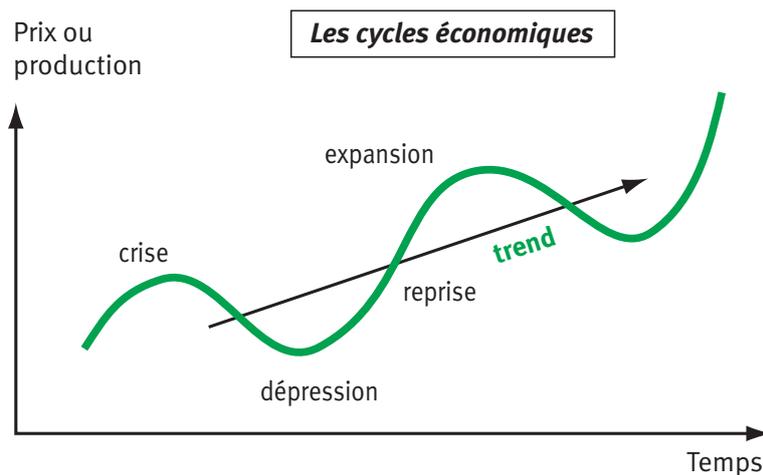
Entre 1950 et 2010, l'activité économique a connu d'importantes variations ou ..... économiques. Entre 1950 et 1973 les taux de croissance sont élevés (supérieurs à 5 % après 1960), caractéristiques d'une période d'..... En 1974, le PIB diminue : c'est la ..... La croissance reste modérée jusqu'à la fin des années 80 où on assiste à une ..... de l'activité économique. En 1993 et 2009 le PIB a baissé, ce sont deux périodes de .....

La succession plus ou moins régulière de période de prospérité, de crise et de période de récession mis en évidence précédemment est un fait historique observé depuis longtemps, et plus particulièrement depuis la première révolution industrielle : ainsi la France a connu au 19<sup>ième</sup> siècle des crises en 1825, 1836, 1847, 1866, 1873, 1890, 1900. Si le 20<sup>ième</sup> siècle a davantage été marqué par 2 crises majeures (crise des années 30 et crise des années 70) que par des crises moyennes périodiques, on peut néanmoins se demander si ces phénomènes de crise ne suivent pas une loi périodique. Ainsi, de nombreux économistes ont insisté sur la régularité que semblent marquer les fluctuations économiques, régularité qui a conduit à l'idée de cycles dans les mouvements économiques. (voir document 13). l'analyse de Schumpeter présentée dans le chapitre précédent ne sera pas reprise ici.

## 2. Des fluctuations aux cycles économiques

Les cycles sont des périodes plus ou moins longues, caractérisées par une succession de phases de hausse et de baisse de la production. Ils comportent ainsi une phase d'expansion économique (hausse de la production), une phase de crise (retournement brutal de la conjoncture), une phase de récession et/ou dépression et une phase de reprise.

### Document 19 : les cycles économiques



#### A retenir

La tentative d'appréciation de la période des cycles (c'est-à-dire de leur durée) ont abouti à distinguer trois types de cycles.

- Les cycles de 40 mois ou Kitchin
- Les cycles de 8 à 10 ans ou Juglar
- Les Cycles de 50 ans ou Kondratieff

### a) Les cycles mineurs ou Kitchin (économiste américain du début du siècle)

Ce sont des cycles courts d'une durée approximative de 40 mois et de faible amplitude. Ils s'expliquent par une certaine périodicité de la gestion des stocks. Les périodes durant lesquelles les entreprises stockent sont les périodes de forte production ; elles sont suivies par des périodes durant lesquelles les entreprises déstockent (production plus faible).

## **b) Les cycles des affaires ou Juglar (économiste français 1819-1905)**

Ce sont des cycles d'une durée moyenne de 8 à 10 ans, qui sont composés de deux phases de retournement :

Première phase

L'expansion : la demande importante permet l'augmentation de la plupart des indicateurs économiques (prix, production, profit, investissement, emploi...)

Premier retournement ou crise économique lié à une « surchauffe de l'économie ».

Deuxième phase

La dépression : L'offre est supérieure à la demande, ce qui conduit à la baisse des principaux indicateurs (prix, salaire, production, emploi...)  
La reprise sera permise grâce à la baisse des prix et des salaires qui assainissent l'économie.

Deuxième retournement : la reprise qui entame un nouveau cycle.

## **c) Les cycles longs Kondratieff (économiste russe 1892-1938)**

Ce sont des cycles d'une durée moyenne de 50 ans qui se traduisent par une vague de baisse des prix puis une vague de hausse des prix.

La phase (A) d'expansion, se traduit par une hausse des prix et de la production et dure environ 25 ans.

La phase (B) de récession puis de dépression, se traduit par une baisse des prix et de la production et dure environ 25 ans.

L'analyse de Kondratieff est empirique mais l'économiste J A Schumpeter en a donné une interprétation. Selon lui, la croissance est instable et rythmée par les vagues d'innovations (cf chapitre 1, document 13).

Les explications des cycles se rangent en deux catégories : exogènes et endogènes.

Les causes exogènes sont liées à des événements situés hors de la zone d'activité économique (impact de la croissance chinoise sur la hausse du prix des matières premières par exemple).

Les causes endogènes sont liées à l'activité elle-même (augmentation des investissements suite à une baisse des taux d'intérêt par exemple).

Cependant il n'est pas toujours facile de classer les éléments dans l'une ou l'autre catégorie car elles se recouvrent parfois. (c'est que nous verrons dans l'étude de la crise actuelle) (C).

### 3. Des crises qui se suivent et ne ressemblent pas

Les crises sont le plus souvent déclenchées par un choc externe (krach boursier de 1929, crise pétrolière en 1973, crise financière en 2008...) qui entre en interaction avec des facteurs endogènes (politiques économiques mises en place). Depuis la fin du 19<sup>ième</sup> siècle, les crises économiques sont caractérisées par une contraction de la production (récession et/ou dépression), de nombreuses faillites, hausse du chômage et dégradation du pouvoir d'achat. Cependant, les crises ne se reproduisent jamais à l'identique.

#### a) Des crises traditionnelles aux crises modernes

##### Document 20 : Crises de l'Ancien Régime, crises mixtes et crises classiques

Les crises de l'ancien Régime et les crises mixtes ont des causes exogènes liées à la sous-production agricole.

La crise de l'Ancien Régime [...] est une crise spécifique aux économies dominées par le poids de l'agriculture ; ses causes proviennent toujours de difficultés agricoles. La crise de 1788-1789, analysée par Labrousse, en est un exemple éloquent. Un incident climatique provoque une chute de la production agricole conduisant à l'augmentation des prix des produits agricoles et à la forte baisse des revenus des agriculteurs. Ces difficultés se diffusent rapidement à l'ensemble de l'économie.

La crise mixte est une crise du capitalisme naissant (la crise de 1846-1850 en est un exemple). elle a une antécédence agricole, mais sa diffusion provoque une crise financière et industrielle. Ainsi les premiers enchaînements de la crise mixte sont semblables à ceux des crises de l'Ancien Régime, mais les dysfonctionnements atteignent aussi le secteur monétaire et financier, ce qui tend à accentuer la crise. En raison de la crise agricole, certains capitaux se détournent de l'industrie pour contribuer à l'achat des produits agricoles dont les prix ont augmenté et, éventuellement, pour les importer. Le manque de capitaux nuit donc à l'industrie, ce qui aggrave la crise et est à l'origine de difficultés bancaires.

Une crise classique (comme la crise des années 30) est une crise provoquée par une surproduction et se caractérisent par la baisse (ou le ralentissement) de la production et la baisse des prix. La grande crise ou crise des années 30 a débuté aux États-Unis en 1929 par le krach boursier de Wall Street, puis s'est diffusée dans tout le monde développé. Ces types de crise font suite à une période de croissance importante, à l'origine d'une très forte spéculation boursière et d'une tendance à la surproduction (insuffisance de revenus et sous consommation). Elles ont comme détonateur des difficultés bancaires et financières : série de krachs boursiers (effondrement du cours des valeurs mobilières) et de difficultés bancaires (Krach boursier de Wall Street le jeudi 24 octobre

1929). [...] Le choc boursier déprime la demande et conduit à des anticipations pessimistes : la production diminue, ce qui conduit au chômage et à la diminution des revenus : celle-ci entraîne la baisse de la demande, qui accentue la baisse de la production. C'est la spirale déflationniste (baisse de la production, des revenus, de l'emploi, des revenus, de la demande et donc de la production).

*Dictionnaire des Sciences économiques et sociales*, Bréal, 2002, D.R.

### Document 21 : La crise de 1973

La crise de 1973 survient lors du choc pétrolier, où le prix du pétrole est multiplié par quatre en raison de la réaction de l'OPEP à la guerre du Kippour. Contrairement aux crises précédentes, on assiste à une forte progression de l'inflation jusqu'au début des années 1980, et à une succession de récessions plus qu'à une dépression durable. La progression du chômage est lente mais durable, particulièrement en France où elle est quasi continue de 1973 à 1997. Contrairement à 1929, le commerce mondial continue de progresser plus vite que la production mondiale. Enfin, la crise a une durée et une ampleur très variable selon les pays, les États-Unis retrouvent une croissance continue et durable en 1992, tandis que l'Europe doit attendre la fin de décennie, à l'inverse du Japon qui entre en récession dans les années quatre-vingt-dix seulement.

A. Beitone, E. Buisson, C. Dollo, E. Le Masson, Aide mémoire, *Économie*, Sirey, éd. 2009

**Activité 20** À l'aide des documents 20 et 21, complétez le tableau suivant :

	<b>Crises traditionnelles Ou agricoles (jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle)</b>	<b>Crises classiques ou industrielles (à partir du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle) crise des années 30</b>	<b>La crise des années 70</b>
<b>Élément déclencheur</b>			
<b>Origines profondes de la crise</b>			
<b>Caractéristiques</b>			
<b>Mécanismes</b>			



## A retenir

L'instabilité des économies capitalistes a longtemps été la règle, aux crises agricoles ont succédé les crises industrielles au fur et à mesure que les structures économiques se transformaient. Si la crise des années 30, par son ampleur et ses conséquences dramatiques ont à jamais marqué les esprits, la période des trente glorieuses a fait naître l'espoir de la maîtrise des fluctuations économiques. La crise durable des années 70 a remis en cause cette vision optimiste à nouveau ébranlée par la crise économique actuelle déclenchée par la plus grave crise financière depuis celle des années 30, la crise des « subprime » en 2008 (C)

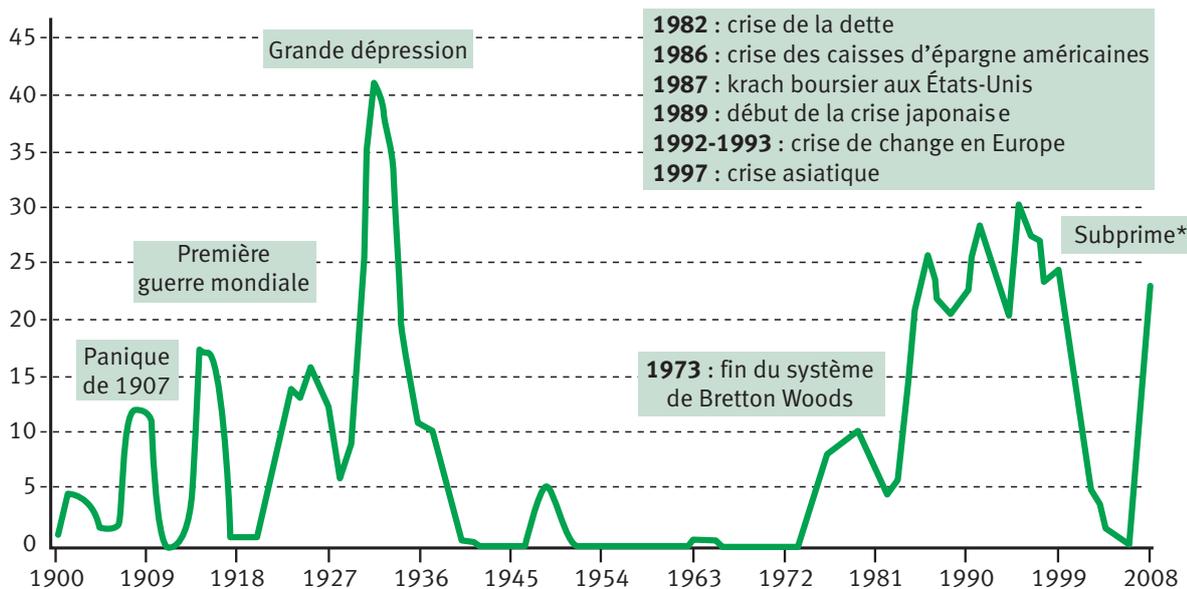
Ces périodes de crise ne doivent cependant pas faire oublier les périodes de reprise économique ou expansion (milieu des années 80, fin des années 90) notamment impulsées par les politiques économiques. L'Etat a en effet joué un rôle majeur dans la régulation économique depuis la deuxième guerre mondiale. (D)

## b) Le retour des crises financières

### Document 22

#### LE RETOUR DES CRISES

Nombre de crises bancaires dans le monde, pondéré par le poids du PIB des pays touchés



\*Cette première estimation ne prend pas en compte tous les pays touchés.



## A retenir

Le passage d'une économie d'endettement fortement encadrée par l'État à une économie de marchés financiers au milieu des années 80 (voir cours de première, séquence 4, chapitre 3) a augmenté les risques de crises boursières et financières (déréglementation, spéculation, innovations financières ...). Les crises se sont multipliées : krah boursier de 1987, crise mexicaine en 1994, crises asiatiques en 1997, crise russe en 1998 et plus récemment la crise américaine des « *subprime* » en 2008 avec ses conséquences économiques et sociales dramatiques cf (D).

L'interdépendance croissante des économies fait craindre l'apparition d'un nouveau type de crise, lié aux risques systémiques. Sous l'effet, de l'accélération de la mondialisation et du développement de la globalisation financières (décloisonnement et libéralisation des marchés financiers), les crises financières peuvent s'étendre à de nombreux pays de la planète (cf crise de 2008) et pourraient concerner l'ensemble du système économique mondial.



**Economie d'endettement :** L'économie caractérisée par la prédominance du financement bancaire (emprunt) et l'intervention des pouvoirs publics. La banque centrale refinance largement les banques qui distribuent des crédits aux agents économiques.

**Economie de marchés financiers :** L'économie est caractérisée par le développement du financement direct (achat et vente de titres financiers).

## B

## Comment expliquer les fluctuations ?

Le chapitre 1 de cette séquence traite de la croissance et de ses facteurs. Dans cette partie nous allons nous intéresser dans un premier temps aux interprétations des crises. Du fait de sa complexité, la crise économique actuelle fera l'objet d'une partie séparée (C). Tous ces éléments vous permettront de mieux appréhender les fluctuations économiques décrites précédemment.

Pour rendre compte des grandes fluctuations économiques et notamment des crises économiques, les économistes ont émis différentes hypothèses.

# 1. L'analyse classique : la loi des débouchés et l'impossibilité des crises de surproduction

Pour les économistes classiques, la crise est théoriquement impossible et le marché est capable de corriger un déséquilibre local.

Ils se réfèrent à la loi des débouchés de JB Say (1767-1832) économiste français, pour qui « c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits ». Une crise de surproduction globale est impossible dans une économie de marché qui fonctionne « normalement ».

## Document 23

« En effet, la demande solvable est financée par les revenus primaires (salaires et revenus du capital) distribués aux possesseurs de facteurs de production (travail et capital) en contrepartie de leur contribution à la production : c'est donc l'offre qui contraint la demande et non l'inverse (pas de demande sans revenus, pas de revenus sans production) ; il y a bien sûr à tous moments des excès d'offre sur certains marchés, mais ils ont pour contrepartie des excès de demande sur d'autres marchés et ces déséquilibres sectoriels sont continuellement résorbés par l'ajustement des prix [...]. Selon Say, cette « loi » est vérifiée dans une économie monétaire car la monnaie n'est qu'un intermédiaire des échanges : la monnaie obtenue en contrepartie des ventes et de biens et services sert à acheter d'autres biens et services. »

Pascal Combemale, Cahier français n°345

Pour les économistes classiques, les déséquilibres qui surviennent périodiquement se résolvent d'eux-mêmes grâce à l'autorégulation des marchés.

- Activité 21**
- 1 Représentez par un schéma la loi des débouchés de JB SAY.
  - 2 Comment les lois du marché permettent-elles de résoudre une crise de surproduction sur le marché des biens et des services ?



### A retenir

Pour les économistes classiques qui se réfèrent à la loi des débouchés de JB Say, une crise généralisée de surproduction est donc impossible : les biens et les services produits (offre) sont mis en vente sur le marché. Leur vente permet une distribution de revenus (profit, salaire) qui vont servir à acheter les produits. Il peut cependant exister un déséquilibre temporaire sur un marché ; dans ce cas, l'ajustement se fera automatiquement par la variation des prix.



Pour que la loi des débouchés fonctionne, certaines hypothèses doivent être réunies :

- Le montant de l'épargne doit être égal à celui de l'investissement.
- Les ménages ne doivent pas conserver une partie de leur épargne sous forme de monnaie (thésaurisation).
- Les marchés doivent fonctionner librement, sans entrave.

Ainsi, pour les « nouveaux économistes classiques », seuls les chocs exogènes (extérieurs au marché) de nature économique (choc pétrolier, dévaluation...) ou non économique (catastrophes naturelles, nouvelles technologies...) peuvent expliquer les fluctuations, lesquelles durent le temps que le système de prix s'adapte.

La grande dépression des années 30 va remettre en cause le rôle autorégulateur des marchés.

## 2. La réponse keynésienne à la crise des années 30

Pourfendeur de la loi de Say, Keynes ne croyait pas à la capacité du capitalisme à trouver un équilibre durable de plein-emploi. Mais il pensait que « *le capitalisme, sagement dirigé, peut se révéler probablement plus efficace que tout autre système rival existant pour atteindre des objectifs économiques* ». Sa critique porte donc moins sur les fluctuations que sur la tendance dépressive dont le système fait preuve lorsqu'il est laissé à lui-même.

### Document 24 : « Loi de Keynes » contre « Loi de Say » ?

Le point de départ du raisonnement keynésien se situe du côté des entreprises. Qui décide en effet du niveau de l'emploi ? Les entreprises : elles déterminent ce niveau de l'emploi en fonction du niveau de production à réaliser, compte tenu de la productivité de la main-d'œuvre. Mais de quoi dépend ce niveau de production ? De la demande que les entrepreneurs anticipent. Quelles sont les sources de cette demande ? Les dépenses de consommation, d'investissement auxquelles on peut rajouter les dépenses publiques et les exportations. [...] Les dépenses de consommation, qui représentent plus de la moitié du total de la demande, dépendent du revenu des ménages. Nous en savons assez pour expliquer la dynamique de la récession : lorsque la conjoncture est mauvaise, que les entreprises licencient ou que les salaires baissent, il en résulte une diminution du revenu des ménages qui déprime la demande, de telle sorte que les entreprises réduisent un peu plus encore la production, donc distribuent moins de revenus, ce qui contraint les ménages à consommer moins, d'où une nouvelle baisse de la demande, etc. Cette spirale dépressive est entretenue par des phénomènes de prophétie autoréalisatrice : si les entreprises anticipent un recul de la demande, donc produisent et embauchent moins, distribuent moins de revenus, elles font advenir macroéconomiquement ce qu'aucune d'elles n'a voulu

microéconomiquement, ce recul de la demande qui valide ex post leurs anticipations et les incite à rester pessimistes. Ce genre d'enchaînement fatal est typiquement keynésien : Les anticipations des entrepreneurs sont le facteur déterminant, les ajustements s'effectuent par les quantités (la production et l'emploi) ; il n'existe pas sur les marchés de mécanisme équilibrant, les déséquilibres se propagent en s'amplifiant.

Pascal Combemale, Cahiers français n° 345

## Activité 22

- 1 Quelles sont les composantes de la demande globale ?
- 2 Représenter par un schéma la spirale dépressive présentée dans le texte.
- 3 D'où proviennent les crises économiques selon Keynes ?



### A retenir

Dans la *théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, (1936), JM Keynes (1883-1946) conteste la théorie classique. Il met en cause le caractère automatique des ajustements en situation de concurrence. Les déséquilibres ne se résorbent pas spontanément si on prend en compte les effets macroéconomiques et peuvent conduire à des situations de sous-emploi durable. Si la demande globale attendue par les entreprises est inférieure au niveau de production correspondant au plein-emploi de la main-d'œuvre, les entreprises licencieront, entraînant l'économie dans une spirale dépressive de baisse de l'emploi, des revenus, de la consommation et de la production.

JM Keynes, préconise l'intervention de l'État pour soutenir l'activité économique et assurer le plein-emploi.

## 3. Les analyses néoclassique et néolibérale des crises

### Document 25

En agissant sur la masse monétaire ou en fixant le niveau des taux d'intérêt, la politique monétaire peut être un moyen de réguler les fluctuations économiques : c'est l'objectif des politiques contra-cycliques d'inspiration keynésienne, qui préconisent une expansion monétaire en période de ralentissement, et une politique plus rigoureuse en période de croissance élevée.

Les monétaristes [dont le chef de file est Milton Friedman économiste américain (1912-2006)] contestent l'efficacité des politiques d'inspiration keynésienne, qui entraînent une création monétaire excessive source de fluctuations économiques à court terme et d'inflation à long terme.

Pour l'économiste LAFFER, chef de file des économistes de l'Offre, la fiscalité alourdit les charges des entreprises et désincitent au travail.

Plus récemment la théorie des anticipations rationnelles de Robert Lucas (économiste américain né en 1937) dominante dans les années 80 démontre que l'intervention publique ne sert à rien en matière économique, si ce n'est à perturber inutilement le rôle des acteurs.

Pour les économistes libéraux, malgré ses imperfections, le libre fonctionnement du marché est le seul mécanisme d'allocation optimale des ressources à travers un système de prix transparent. Les interventions publiques contrarient le fonctionnement du système de prix (le smic par exemple empêche la baisse des salaires en cas de chômage), et opacifient les informations du marché (règlementations diverses).

### Activité 23

- 1 Comment les économistes libéraux expliquent-ils les déséquilibres économiques, symptôme d'une crise économique ?
- 2 Quelles sont les solutions qu'ils préconisent ?



#### A retenir

Pour les économistes libéraux, l'intervention de l'État perturbe le bon fonctionnement des marchés et est source de déséquilibres.

Ce discours libéral a trouvé un écho important aux États-Unis sous la présidence de R Reagan et en Grande Bretagne avec M Thatcher. Ces deux pays ont pratiqué dans les années 80 une vaste politique de déréglementation et de baisse de la fiscalité.

Cependant, la crise financière de 2008 a mis à mal l'efficacité des marchés et a montré la nécessaire régulation publique.



## De la crise financière de 2008 à la crise économique actuelle

La crise économique actuelle qui frappe en premier lieu les pays développés a discrédité les économistes qui n'ont pas su la prévoir. Elle trouve son origine dans la crise financière de 2008 née aux États-Unis et qui s'est étendue à l'ensemble des pays de la planète, mettant à mal le système financier devenu mondial.

Elle a rendu caduque nombre d'analyses sur l'efficacité des marchés et la rationalité des acteurs et a nécessité une intervention publique sans précédent. Comment en est-on arrivé là ?

# 1. De la crise financière aux États-Unis...

## a) la croissance à crédit

### Document 26

Très classiquement, la crise actuelle trouve son origine dans une bulle immobilière associée à une bulle de crédit. Une dérive attisée par les politiques publiques (faible taux directeurs), mais également par l'abondance de liquidités mondiales.

[...]Une configuration souvent observée dans le passé et dont les mécanismes de base sont connus : l'augmentation du prix de l'immobilier favorise le crédit, ce qui stimule en retour une demande de logement et nourrit la hausse des prix.[...] Quand le logement d'un ménage s'apprécie, les banques anglaises ou américaines lui accordent de nouveaux crédits, gagés sur la valorisation de son bien immobilier.

Le système financier américain masquait une immense machine à recycler des dettes de créances douteuses. On les appelait les « ninja » : *no-income, no-job, no-asset* (pas de revenu, pas de travail, pas de patrimoine). Ces ménages modestes dont les revenus étaient faibles ou aléatoires ne présentaient pas les garanties suffisantes pour souscrire un prêt immobilier standard, les prêts « prime ». Pour eux, les compagnies de prêts hypothécaires ont inventé les « **subprime** »<sup>1</sup>, littéralement « en dessous du premier choix ». [...] En effet, quand la clientèle plus classique des ménages ayant accès au crédit a commencé à se tarir, les prêteurs ont alors courtisé une clientèle moins solvable.

Et tous les moyens furent bons pour la séduire : « 25 % des prêts accordés en 2006 ne comprenaient pas de remboursement de capital les premières années, contre 0 % en 2000, et près de la moitié ont été accordés en fonction des revenus déclarés par les ménages, sans que ceux-ci n'aient à les prouver », rappelle Florence Pisani, économiste. [...]Une fois la période de promotion passée, la **charge de la dette**<sup>2</sup> pouvaient exploser du jour au lendemain de 25 % ou même de 50 %.

[...] Tout le monde y trouvait son compte, les banques mais aussi les ménages qui accédaient à la propriété et qui comptaient sur la hausse continue du prix de l'immobilier pour revendre leur logement ou renégocier leur prêt. Les banques, n'avaient pas besoin d'être très regardantes sur la capacité de remboursement des emprunteurs puisque le mécanisme de **titrisation**<sup>3</sup> leur permettait de se débarrasser des créances accordées et des risques qui leur étaient associés.

Sandra Moatti, *La crise, Alternatives économiques*, 2010.  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

1. « Subprime » : signifie littéralement « en dessous du premier choix ». il désigne les prêts consentis à des ménages américains modestes qui ne présentent pas assez de garanties pour accéder à un prêt normal, dit « prime », soit parce que leurs revenus sont faibles ou aléatoires, soit parce qu'ils ont déjà eu des difficultés financières par le passé. Alors que les prêts prime sont très standardisés (le plus souvent à taux fixe sur trente ans, les prêts subprime sont non conventionnels (taux variable, remboursement différé, etc.
2. Charge de la dette\* : somme des intérêts à verser
3. Titrisation : technique financière permettant de transformer une créance bancaire en titre pouvant être vendu sur les marchés financiers, et donc de transférer le risque de crédit associé à cette créance.

## Activité 24

- 1 Comment expliquer la hausse continue du prix de l'immobilier aux États-Unis ?
- 2 Pourquoi les banques acceptaient de prêter à des ménages « insolubles » ?
- 3 Pourquoi les ménages acceptaient de s'endetter au-delà de leur capacité de remboursement ?



### A retenir

La course aux crédits et les innovations financières qui l'ont permis ont donc alimenté la croissance des années 2000. En effet, les banques ont inventé de nouveaux moyens de transformer les risques liés aux créances douteuses en actifs qu'elles vendaient à d'autres acteurs financiers qui eux-mêmes ont inventé de nouvelles techniques pour découper ces actifs en tranches, les mélanger avec d'autres et les revendre à leur tour.... c'est le phénomène de titrisation.

Ainsi s'est mis en place ce que les économistes appellent un « accélérateur financier ». Lequel va former une bulle auto-entretenue : l'argent prêté sert à acheter des maisons (EU), dont les prix montent et peuvent servir de garantie pour de nouveaux prêts et ainsi de suite. En cela la crise financière de 2008 résulte d'une crise de crédit.

Mais la réalité finit toujours par reprendre ses droits ... Le prix des maisons aux États-Unis n'allait pas augmenter à l'infini... En 2007 le marché s'est retourné entraînant une crise financière sans précédent.

### Pour aller plus loin

Le film : «Cleveland contre Wall Street» : le scandale des subprimes.

## b) Retournement du marché immobilier et crise des « prêts subprime »

### Document 27

Le retournement du marché immobilier aux États-Unis a déclenché une vague de défauts de remboursement des prêts *subprime*. Les banques ont alors découvert qu'elles avaient joué avec le feu et qu'elles étaient liées entre elles par une pelote indémêlable de risques. Par effet domino, la crise financière s'est répandue.

Le juteux business des *subprime* reposait sur une condition centrale : que le prix des logements continue à s'apprécier. Mais à la fin de l'année 2006 ; le marché de l'immobilier américain a commencé à se retourner sous l'effet de la remontée des taux directeurs de la FED. en même temps les charges de remboursement des crédits *subprime* se sont mis à augmenter. Il est apparu qu'un nombre croissant de ménages ne pouvaient plus faire face à leurs engagements, [...] et ont été de plus en plus nombreux à voir leur maison saisie. Ce qui a amplifié la baisse des prix, laquelle a mécaniquement fait accroître encore les défauts sur les prêts et enchaîné la chute du prix des titres à des crédits *subprime*.

[...] Puis se fut au tour des établissements prêteurs d'être touchés, en quelques mois une vingtaine d'établissements de petite taille durent mettre la clé sous la porte. A l'été 2007, la crise des *subprime* prit une nouvelle dimension. Les dégâts s'étendirent à de grandes banques d'investissement américaines.[...] La crise n'a pas tardé à traverser l'océan, car les banques ou organismes de placement s'étaient amplement fournis en titres adossés à des *subprime* auprès des banques américaines. [...]

C'est au cours de la deuxième semaine du mois d'août 2008, que la crise s'est transformée en **crise de liquidité**<sup>4</sup> aiguë. [...] En temps normal, les banques se prêtent en permanence des liquidités sur le **marché monétaire**<sup>5</sup> à un taux légèrement supérieur à celui de la banque centrale. Or, brutalement, leur méfiance les unes à l'égard des autres est devenu telle que l'écart des taux a explosé (les banques ne se prêtaient plus en elles). [...] les banques étaient bien plus exposées qu'on ne le pensait. [...] On découvrit que les banques européennes étaient elles aussi très impliquées.

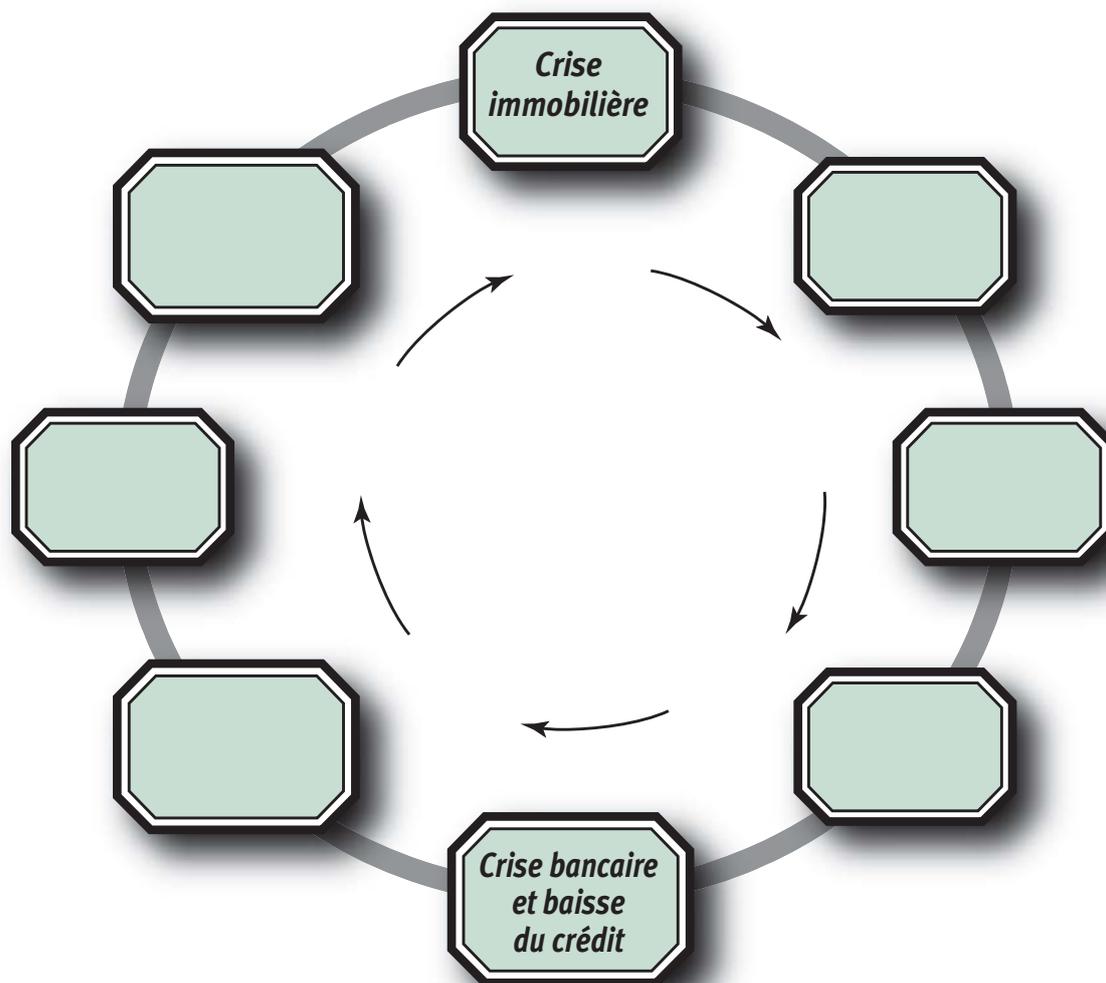
La mi-septembre 2008 marque l'entrée dans une troisième phase de la crise, celle d'une panique boursière et d'une paralysie des marchés financiers associées à la faillite de la banque Lehman Brothers.[...]

En effet, les banques se retrouvent prises dans un double piège. Une crise de liquidité c'est-à-dire une incapacité à trouver des financements de court et moyen terme pour assurer leurs affaires au jour le jour. Une crise de capital, c'est-à-dire une incapacité à trouver des investisseurs prêts à leur faire confiance.[...] dans une frénésie d'interventions publiques, ministères des finances et banquiers centraux font feu de tout bois pour empêcher le système bancaire de s'effondrer et, avec lui, l'ensemble de l'économie. (D).

Sandra Moatti, *La crise, Alternatives économiques*, 2010.  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

4. Crise de liquidité : situation dans laquelle les banques et autres établissements financiers refusent se de prêter mutuellement de l'argent en raison d'une perte de confiance
5. Marché monétaire : marché des capitaux à court terme sur lequel les banques se procurent des liquidités (monnaie banques centrales) contre des titres de créances. (voir cours de première).

**Activité 25** ❶ Complétez le schéma suivant représentant le cercle vicieux de la crise



**A retenir**

La crise financière de 2008 trouve donc son origine dans l'éclatement de la bulle immobilière et les facilités de crédit. Lorsque le prix de l'immobilier baisse, la valeur du patrimoine des américains s'en trouve amoindrie et les plus pauvres d'entre eux sont alors incapables de rembourser leurs emprunts : c'est le démarrage de la crise des *subprime*. S'en suit alors une crise de liquidité, car les banques incertaines de la solidité des autres acteurs financiers, ne veulent plus se prêter entre elles. Cette crise de confiance et la panique bancaire qui l'accompagnent entraînent une crise financière qui touche à des degrés divers l'ensemble des pays de la planète. Contagion permise par la libéralisation et l'interdépendance des marchés financiers. Le système financier et bancaire doit sa survie aux interventions publiques massives. La grave crise économique qu'elle a provoquée est, elle, loin d'être terminée même si des soubresauts de reprise sont apparus.

## 2. ... à la récession mondiale

### Document 28

Sur l'échelle de Richter des crises qui ont secoué la finance et l'économie depuis un siècle, celle de 2008-2009 n'est guère surpassée que par celle de 1929. En deux trimestres, fin 2008 et Début 2009, la production industrielle des trente pays de l'OCDE est retombée à celle de 1996. Dans ces mêmes pays, 15 millions de personnes ont perdu leur emploi entre début 2008 et fin 2009. Au niveau mondial, la production a été négative (la croissance) en 2009 pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale.

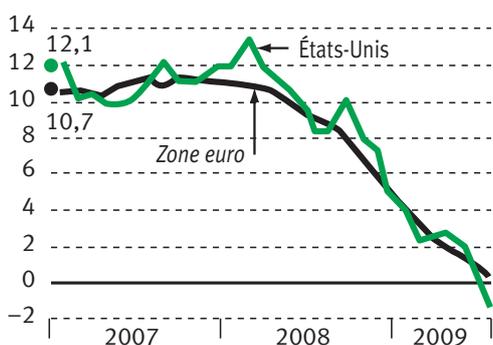
Exceptionnelle, cette crise l'est à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle touche le cœur du système, les banques, qui fournissent à l'économie son oxygène, le crédit ; ensuite, parce qu'elle affecte simultanément toutes les régions du monde. Retour sur les multiples canaux qui ont transformé une secousse financière en une récession mondiale.[...] Tous les secteurs qui dépendent du crédit souffrent. Et, en premier lieu le secteur immobilier. La soudaine prudence des banques en matière de crédit entrave les achats immobiliers des ménages, ce qui enclenche ou amplifie la baisse des prix. (Document 28 a).

[...] L'éclatement de la bulle immobilière n'a pas seulement sinistré le secteur de la construction, il a aussi amputé la richesse des ménages. [...] La source de crédit étant tarie, leur patrimoine immobilier mais également leurs plans de **retraite par capitalisation** \*, leur emploi étant parfois menacé, les ménages américains ont réappris à se serrer la ceinture. Bridant ainsi la consommation, principale source de la croissance. (Document 28b).

#### LA PANNE DU CRÉDIT

A

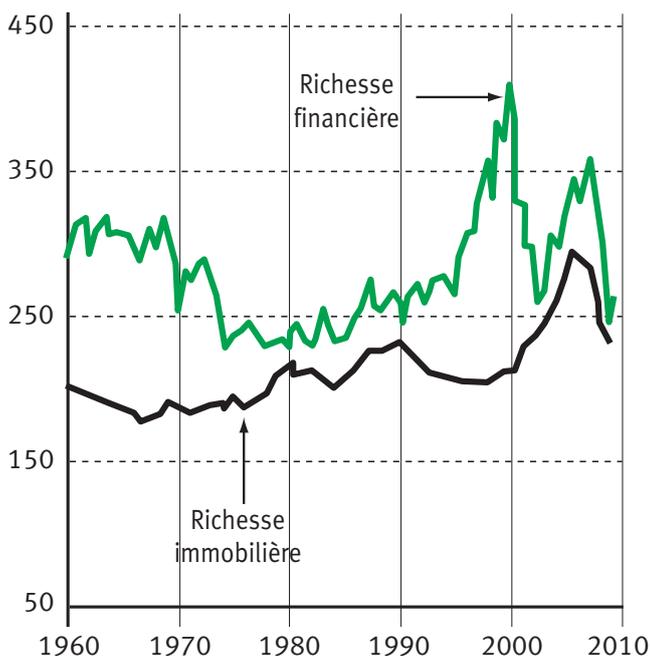
Taux de croissance sur un an des prêts au secteur privé en %



#### États-Unis : des ménages appauvris

B

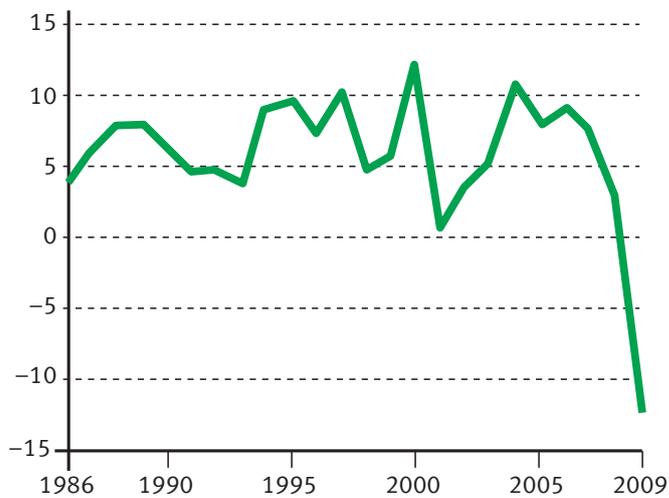
Richesse des ménages américains, en % de leur revenu disponible



## Un recul brutal des échanges

C

**Volume des échanges mondiaux de biens et services, variation annuelle, en %.**



[...] Le troisième canal de transmission de la crise a été celui du financement des entreprises. [...] les petites entreprises ont vu leur crédit se réduire drastiquement. Résultat, les faillites se sont multipliées.

[...] L'autre caractéristique de cette crise, c'est son extension mondiale. La crise s'est diffusée au monde entier à travers deux canaux : une contraction brutale et sans précédent du commerce mondial et une inversion non moins brutale des flux de capitaux internationaux. (Document 28c).

Sandra Moatti, avec  
Christian Chavagneux, *La crise, Alternatives économiques*, 2010.  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

### Activité 26

- 1 Retrouvez les principaux mécanismes qui expliquent la transformation de la crise financière de 2008 en la crise économique. Vous appuyerez votre analyse sur des données chiffrées (document 30 a, b c).



#### A retenir

La crise financière et bancaire s'est transformée en crise économique selon 4 mécanismes principaux

La crise financière et bancaire a entraîné un durcissement des conditions de financement qui s'est répercuté sur la distribution de crédit :

- Les entreprises ont dû réduire leurs dépenses d'investissement et réduire leurs stocks notamment dans les secteurs de biens de consommation dont l'achat est généralement effectué à crédit (logement, automobile).
- la consommation des ménages a eu tendance à se réduire sous l'effet de la restriction de crédit et de la hausse de l'épargne de précaution.
- la contraction des échanges internationaux, du fait de la mondialisation a eu un impact négatif sur les exportations.

Ce sont donc les différentes composantes de la demande qui ont freiné la croissance et conduit à récession économique dans de nombreux pays.

# D

## Le rôle des politiques macroéconomiques dans la gestion des fluctuations conjoncturelles

Nous venons de voir que la croissance économique connaît des fluctuations parfois brutales, appelées crise, récession ou dépression. Au-delà de la théorie des cycles (A-2), les crises sont liées à des causes endogènes, exogènes ou mixtes et provoquent des chocs (de demande et/ d'offre). La mondialisation et la globalisation financière accroissent le risque systémique.

Une situation de crise doit être analysée pour que les différents acteurs puissent mettre en place des actions destinées à retrouver le chemin de la croissance. En classe de première, vous avez vu que les pouvoirs publics disposaient d'instruments pour réguler l'activité économique et agir sur le rythme de croissance (séquence 5). Cette partie qui traite des politiques économiques face aux crises s'appuiera sur les acquis de première (politique budgétaire et monétaire) (a).

### 1. Les instruments de politique économique

#### Activité 27

- 1 Recherchez (dans votre cours de première) les définitions des termes suivants.
  - Politiques conjoncturelles
  - Politique monétaire/Politique monétaire expansionniste/Politique monétaire restrictive
  - Politique budgétaire
  - Dette publique/Déficit public
- 2 Complétez les 2 schémas suivants.

Termes à utiliser dans l'un ou/et l'autre des schémas A et B :

  - budgétaire-freinage de la demande
  - baisse des importations
  - croissance économique
  - monétaire
  - équilibre budgétaire
  - des revenus
  - hausse de la demande (2)
  - hausse de la compétitivité-prix
  - hausse de l'emploi
  - hausse des taux d'intérêt
  - excédent des échanges extérieurs
  - rigueur salariale
  - hausse des investissements.

Schéma A

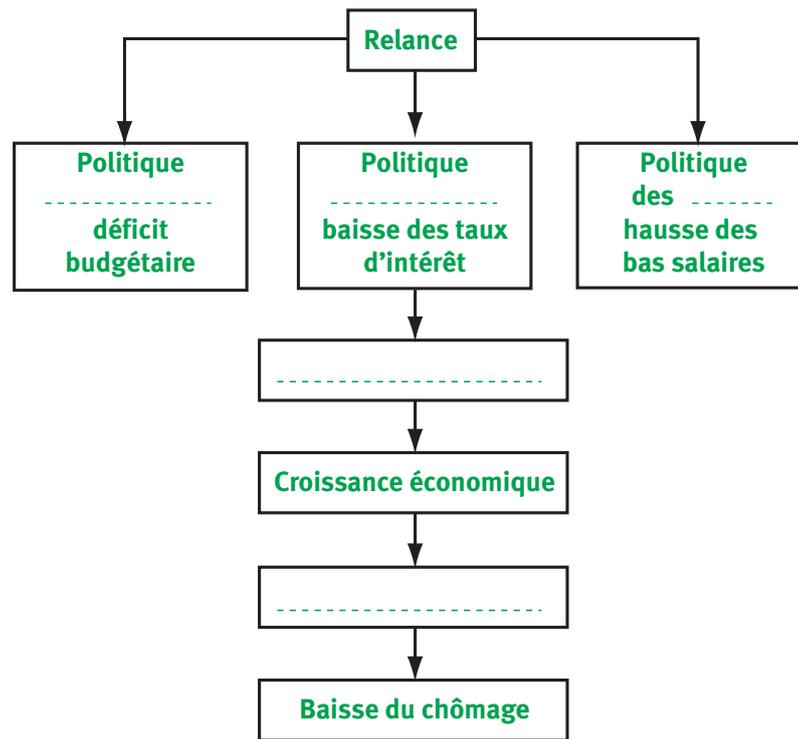
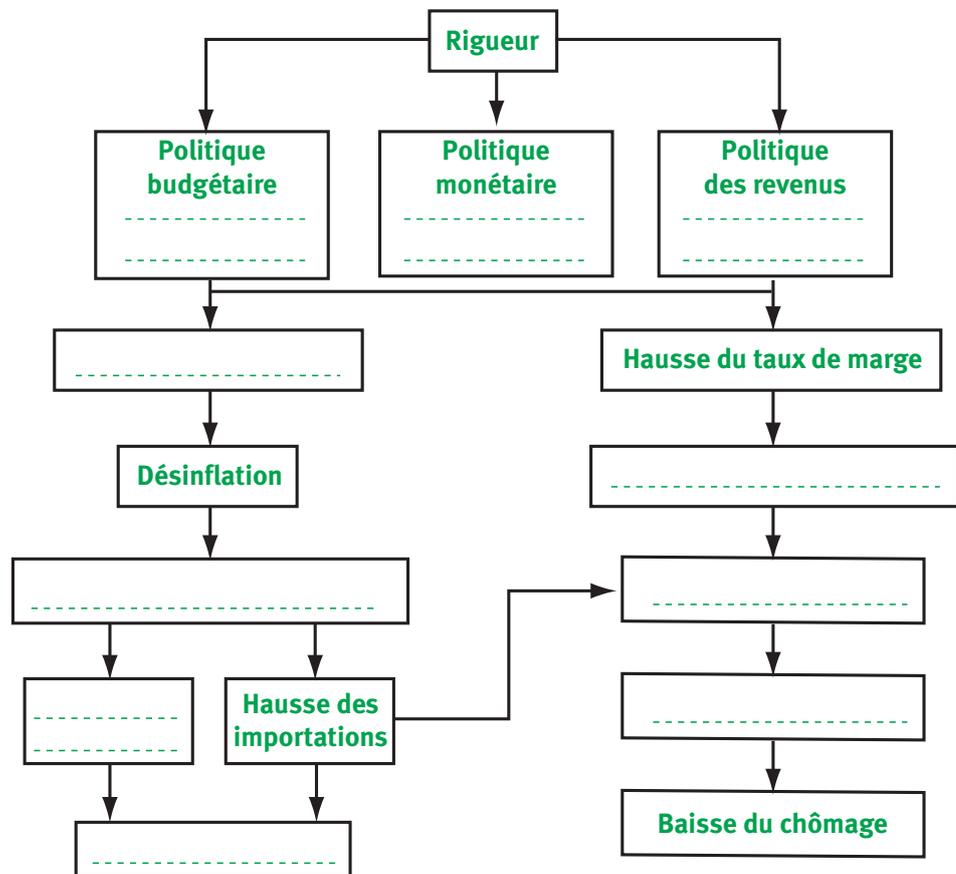


Schéma B



## 2. Les politiques économiques dans la gestion des fluctuations conjoncturelles

### a) La mise en place de politiques keynésiennes efficaces pendant les 30 glorieuses

La croissance potentielle est l'une des notions clés du modèle keynésien de croissance. En effet les politiques de soutien de la demande ne peuvent être efficaces que pour autant qu'il existe un écart entre le taux de croissance réel à un moment donné et la croissance potentielle.

Selon une étude réalisée par Natixis, la croissance potentielle en Europe ne devrait pas dépasser 1 % dans les années à venir.



**La croissance potentielle** désigne le taux d'augmentation maximum de la production nationale étant donné les moyens disponibles. Cette croissance potentielle correspond à l'utilisation maximale de l'ensemble des facteurs de production (capital et travail).

#### Document 29

Jusqu'à la crise des années 1930, les interventions de l'État sur la conjoncture étaient rares. Les économistes et les dirigeants politiques considéraient que les mécanismes de marché, en particulier la flexibilité des prix, assuraient automatiquement l'équilibre sur les différents marchés. Ainsi, le chômage ne pouvait être durable car la baisse des salaires devait permettre aux entrepreneurs d'embaucher plus. C'est la crise de 1929 qui provoque un changement d'attitude des pouvoirs publics. Cette crise est inhabituelle par son ampleur : forte chute de l'activité économique, baisse des prix, chômage massif. elle pose de nouvelles questions aux économistes. Quelles en sont les causes ? Comment expliquer la persistance du chômage ? Quels remèdes faut-il mettre en œuvre ? C'est le britannique John Maynard Keynes (1883-1946) qui trouvera les réponses à ces questions. [...] En période de chômage, l'État ne doit pas rester neutre. Il doit sortir de son rôle de gendarme et prendre des initiatives pour augmenter la demande. Inversement, si l'économie est en situation de surchauffe, si la demande est trop forte par rapport à l'offre, l'État doit prendre des mesures pour diminuer la demande.

Les analyses keynésiennes vont fortement inspirer les politiques conjoncturelles mises en œuvre par les pays industrialisés après la seconde guerre mondiale et jusqu'aux années 80.

Isabelle Waquet

« Une politique économique conjoncturelle : pourquoi ? »

Bréal, 2005. D.R.

## Activité 28

- 1 Quelles sont les composantes de la demande ?
- 2 Pour Keynes, quelles sont les relations entre demande, production et emploi ?
- 3 Comment Keynes explique t-il le chômage ?
- 4 Pourquoi, selon Keynes, l'État doit-il intervenir dans la conjoncture ?



### A retenir

Les thérapies keynésiennes ont si bien fonctionné pendant les « trente glorieuses » que les économistes ont cru pouvoir à jamais échapper aux crises économiques majeures. Avec La crise des années 70, les gouvernements se sont retrouvés face à une alternative : la lutte contre l'inflation ou la lutte contre le chômage et pour la croissance. Les politiques adoptées n'ont pas été en mesure de relancer l'activité économique. Après l'échec de la politique de relance mise en place en 1981 en France qui s'est traduit par une accélération de l'inflation et dégradation des comptes extérieurs, les gouvernements successifs, dans la plupart des pays développés ont opté pour des politiques libérales.

## b) ..remises en cause au début des années 80

### Document 30

À partir du début des années 80, « les nouvelles politiques conjoncturelles ne sont plus des politiques de régulation de la demande comme celle menées pendant les trente glorieuses. À part de rares plans ponctuels de relance par la demande (comme ceux du Japon dans les années 1990), la politique économique cherche surtout à favoriser l'offre par le biais d'une

stimulation de l'investissement. Pour cela, dans tous les pays développés, les salaires et les impôts sur les entreprises ont été modérés, voire diminués de façon à augmenter la part des profits dans la richesse nationale afin de favoriser l'investissement, notamment l'autofinancement ». Un deuxième objectif de ces politiques restrictives étaient de limiter l'inflation et favoriser la compétitivité des entreprises : « c'est la politique de désinflation compétitive mise en place en 1983 en France ».

Ces politiques de rigueur se sont accompagnées d'une libéralisation et d'un désengagement de l'État. Cette nouvelle gestion de l'économie a en effective-ment permis une forte **désinflation** et une augmentation du taux de marge. Mais ces politiques libérales et restrictives n'ont pas réussi à faire sortir durablement le monde industrialisé de la crise et du chômage.



La **désinflation** désigne le ralentissement de la hausse des prix et non la baisse des prix.

Les prix continuent donc d'augmenter lorsqu'il y a **désinflation**, mais à un rythme moins soutenu.

La **désinflation** peut être un objectif intermédiaire d'une politique économique qui aurait pour objectif final d'améliorer la compétitivité du pays et donc le commerce extérieur.

À partir des années 90, des changements s’opèrent : si en Europe la priorité de BCE (Banque Centrale Européenne) reste la lutte contre l’inflation, certains plans de relance sont mis en place lorsque la récession apparaît. C’est notamment le cas au lendemain de la récession de 2009.

**Activité 29** ① À l’aide des documents 29 et 30 (et votre cours de première), complétez le tableau suivant :

	Les politiques conjoncturelles avant les années 1980 (ex France)	Les politiques conjoncturelles après les années 80 (ex France après 1983)
Référence théorique		
Objectifs prioritaires		
Instruments		
Résultats attendus		
Résultats et Limites		



### A retenir

Face à l’incapacité des politiques keynésiennes à résoudre les problèmes de chômage alors même que les déficits se creusaient et l’inflation grimpaient, les pouvoirs publics des pays occidentaux vont mettre en œuvre de nouvelles politiques d’inspiration libérale. La priorité est donnée à la lutte contre l’inflation et la réduction des déficits. Le bilan de ces politiques de désinflation compétitive est mitigé : inflation éradiquée mais taux de chômage toujours élevé (supérieur à 8 % en France) et croissance ralentie (2 % en moyenne par an).

Depuis le début des années 2000, les pays de la zone euro ont confié la politique monétaire à la Banque Centrale européenne (BCE) dont l’objectif prioritaire est la stabilité des prix. La politique budgétaire des pays de la zone euro est soumise aux contraintes du pacte de stabilité de croissance qui a pérennisé les contraintes de déficit (déficit public < 3% du PIB) et de dette publique (dette publique < 60% du PIB) des critères de Maastricht. La crise financière de 2008 et la récession mondiale de 2009 ont nécessité l’intervention massive des pouvoirs publics. Les déficits publics ont explosé, la dette publique est devenue abyssale : « c’est la crise des dettes publiques ».

## c) Les Etats face à la crise économique actuelle

Après les plans de relance qui ont immédiatement suivi la récession de 2009 et pour éviter ce que les économistes appellent la déflation, c'est-à-dire la contraction de la demande, la production et des prix, les pays industrialisés tentent aujourd'hui d'éviter une « crise générale de la dette ».

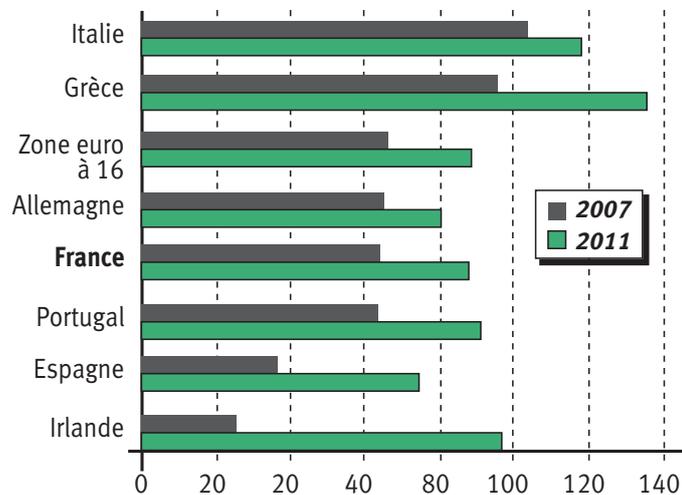
### Document 31 : quelques indicateurs

	Taux de croissance du PIB (en %)			Inflation			Taux de chômage			Dettes publiques en % du PIB		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008	2009	2010
<b>EU</b>	3	-3,2	4,8	3.8	0.1	1.4	5.8	9.3	9.7	70.7	84.5	94.1
<b>Zone euro</b>	0.6	-4.1	1.7	3.3	0.3	1.6	7.6	9.4	10.1	69.4	78.7	84.7
<b>France</b>	0.3	-2.2	1.6	3.2	0.1	1.6	7.9	9.4	9.8	67.5	77.6	83.6

### Document 32

#### Des dettes explosives

#### Dettes publiques brutes, en % du PIB.



### Document 33

Depuis la mi-2009 la persistance du risque de déflation (voir définition p. 69) devrait inciter les gouvernements à poursuivre dans la voie de la relance. Or, cela est aujourd'hui difficilement possible, car les finances publiques de nombreux pays sont dans une situation désastreuse. Les **déficits publics** accumulés pour tenter de relancer l'activité mondiale et sauver les systèmes bancaires sont venus s'ajouter à des dettes publiques déjà élevées.

Cette nouvelle phase de la crise financière a poussé les Etats à tenter d'assainir leurs finances publiques pour rassurer les marchés (financiers) sur leur situation financière. Inversant la tendance, les gouvernements se sont donc mis, au printemps 2010, à annoncer des plans de rigueur pour réduire leurs déficits et stabiliser, voire faire baisser leurs dettes publiques.

Cette crise des dettes publiques touche de l'ensemble des pays de la zone euro, notamment la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, mais aussi les États-Unis. Ces plans de rigueur ne risquent-ils pas d'anéantir tout espoir de reprise ?

Exemple de plan de rigueur en Grèce :

côtés dépenses : Gel des salaires dans la fonction publique jusqu'en 2014, suppression des 13e et 14e mois et d'autres primes pour les fonctionnaires touchant des hauts salaires, baisse des pensions de retraite de 7 %, augmentation de l'âge de départ à la retraite

Côtés recettes : Hausse des taxes sur les carburants, l'alcool et le tabac et hausse de la TVA

### Activité 30

- 1 Donnez la signification des données de 2010 concernant la France (document 31)
- 2 Mesurer l'évolution de la dette de la France et la Grèce (document 32)



**Déflation :** au sens strict, la déflation désigne la baisse généralisée des prix (taux d'inflation négatif). Au sens large, la déflation représente la baisse cumulative des grandes variables macroéconomiques : baisse des prix, de la consommation, de l'investissement de la production et de l'emploi.

- 3 Qu'est-ce qui devrait inciter les gouvernements à poursuivre dans la voie de la relance ?
- 4 Pourquoi alors la plupart des gouvernements optent-ils pour des politiques de rigueur ? Quelles sont les limites de cette orientation ?



### A retenir

Face à la récession de 2009, les gouvernements ont mis en place des politiques de relance et de sauvetage des banques. Ces dernières semblent tirées d'affaires mais les efforts budgétaires entrepris par les différents pays ont alourdi la dette devenue pour certains insoutenable (Grèce, Irlande ou Espagne). Cette dégradation des comptes publics poussent les responsables politiques à mettre en place des politiques d'austérité alors même que la croissance reste faible et le chômage élevé. A la crise économique qui a suivi, la crise financière, pourrait bien éclater une crise sociale sans précédent.

# Auto-évaluation de la séquence

## Chapitre 1

### Exercice 1 Vrai/faux

	VRAI	FAUX	JUSTIFICATION
Le PIB augmente lorsqu'il y a une marée noire			
Le PIB/habitant ne reflète pas les inégalités			
Le PIB est un indicateur de bien-être			
Le PIB/hab est un indicateur de l'IDH			
Le capital et le travail sont des facteurs de production			
Le progrès technique est mesuré par la productivité du travail			
Le capital humain est l'argent possédé par un individu			
La croissance est extensive quand elle résulte de gains de productivité			
Les pouvoirs publics peuvent favoriser la croissance			
Schumpeter a mis l'accent sur le rôle de l'innovation dans le processus de croissance	X		

### Exercice 2 Complétez les phrases suivantes :

- a) La productivité se calcule en faisant le rapport entre la production et la ..... nécessaire à cette production
- b) Les théories de la croissance ..... montrent l'importance des institutions.
- c) L'Etat favorise la croissance en garantissant des .....
- d) L'IDH est un indicateur de .....

## Chapitre 2

1 Quelles caractéristiques retrouvent t-on dans toute crise économique ?

- ▶ La production du pays décroît fortement (a)
- ▶ Le niveau moyen des prix diminue (b)
- ▶ L'inflation est forte (c)
- ▶ Le chômage s'accroît fortement (d)
- ▶ La production croît plus faiblement ou décroît (e)
- ▶ La productivité du travail diminue (f)
- ▶ Le niveau de vie moyen chute (g)

2 Compléter le texte suivant

La croissance économique n'est pas régulière, elle est marquée par des variations de l'activité économique : ce sont les ..... Quand la production diminue plus au moins deux trimestres consécutifs, les économistes parlent de ....., mais si la production baisse durablement, c'est la ..... La crise des années 30, s'est traduite par une chute de la production, de l'emploi, des revenus, de la consommation et des prix : c'est un exemple de ..... Si la crise des années 70, s'est dans un premier temps accompagnée d'une hausse générale et cumulative des prix, c'est-à-dire d'une ..... Les politiques économiques libérales mises en place dans la plupart des pays occidentaux au début des années 70, ont permis une diminution de la hausse des prix c'est-à-dire une .....

3 Citez un exemple français de politique de soutien de la demande dans une logique keynésienne ?

4 Quelles sont les propositions qui vous paraissent relever de l'approche libérale, de l'approche keynésienne ?

- a) L'Etat doit, sous certaines conditions, soutenir la demande en pratiquant un déficit budgétaire.
- b) L'Etat doit intervenir quand le marché est déficient, mais en limitant le plus possible ses interventions pour entraver le moins possible le libre jeu du marché.

# Corrigés des activités

## Activité 1

- 1 Le PIB, ou produit intérieur brut, est la somme des biens et des services obtenus, dans un territoire donné, par l'utilisation des facteurs de production qui sont situés dans ce territoire, quelle que soit la nationalité de leur détenteur et la nationalité de l'acquéreur de cette production.
- 2 a – valeurs ajoutées,  
b – revenus distribués  
c – dépenses – importations.
- 3 A partir de l'équation suivante indiquez les signes (+ ou –) qui conviennent.  
PIB = consommation+ investissement + variations de stocks des entreprises+exportations-importations

## Activité 2

### Du PIB à la croissance

- 1 En 2009 l'indice des prix a augmenté de 19,3 % en France
- 2 La ligne (3) a été obtenue en déflatant le PIB en euros constants soit  $(1907,1/119,3) \times 100 = 1598,57$   
Pour déflater une série statistique, on divise les données (en valeur) par l'indice des prix et on multiplie par 100.
- 3 Calcul du taux de variation :  $((1598,57-1641,53)/1641,53) = -2,62\%$   
Entre 2008 et 2009 le PIB en volume a diminué de 2,62 %, cette période n'a donc pas été une période de croissance (augmentation du PIB) mais de récession.

## Activité 3

- 1 Seul le document (b) permet de comparer les richesses. Le document (a) permet de comparer l'évolution des richesses produites.
- 2 Toujours d'après le document 2 (b), le niveau de vie est le plus élevé aux Etats Unis ?
- 3 Entre 2002 et 2008 les richesses produites par la France ont augmenté de 1,75 % en moyenne chaque année contre une augmentation annuelle moyenne de 4,25 % pour l'Afrique du Sud.
- 4 Les richesses produites en Afrique du Sud ayant augmenté de 4,25 % en moyenne chaque année entre 2002 et 2008 on peut supposer, à condition que la population n'ait pas augmenté plus vite, que le niveau de vie a augmenté sur cette période.

## Activité 4 Une partie de la production n'est pas prise en compte dans le PIB

	Exemples d'activités non marchandes	Exemples d'activités marchandes
Activités légales mais non déclarées	Échanges de services entre amis. Troc Dons Travail domestique Bénévolat	Babysitting Travail au noir
Activités illégales		Contrebande corruption, contrefaçon, trafic de drogue ...

- Activité 5**
- Le revenu national brut (RNB) = PIB – revenus et transferts versés au reste du monde + revenus et transferts reçus par les résidents en provenance du reste du monde.
  - La commission « Stiglitz » préconise d'utiliser le revenu national pour approcher d'une mesure du bien-être plutôt que le produit intérieur, ce dernier comptabilisant des revenus dont profitent des non-résidents.

- Activité 6**
- Pour Dominique Méda on utilise le PIB pour lui faire dire des choses pour lesquelles il n'a pas été conçu. Il serait trop souvent considéré comme un indicateur de progrès alors que c'est uniquement un indicateur de quantité de valeur ajoutée. Le PIB est donc un indicateur économique quantitatif et non qualitatif, c'est-à-dire qu'il ne dit rien sur la qualité de vie, sur la démocratisation de l'accès aux biens communs, ni sur l'état de l'environnement.
  - Il faudrait tout comptabiliser, c'est-à-dire qu'il faudrait réussir à comptabiliser les externalités (exemples : pollution, destruction de faune/flore/accidents...) qui devraient venir en déduction des richesses créées.
- Enfin, s'il n'est pas nécessaire de tout comptabiliser en unités monétaires cela suppose qu'on détermine d'autres indicateurs que le PIB.

- Activité 7**
- Le RNB et l'IDH sont liés puisque le RNB par habitant compte pour 1/3 dans le calcul de l'IDH.
- Par ailleurs, un PIB élevé est probablement une condition pour avoir un IDH élevé puisque les richesses produites peuvent permettre de développer le système de santé et l'instruction (jouer sur les 2 autres critères de l'IDH). Enfin un IDH élevé doit permettre d'accroître le PIB puisqu'une main-d'œuvre formée et en bonne santé sera plus productive.

- 2 L'IDH est un indicateur qualitatif puisqu'il prend majoritairement en compte (pour 2/3) des critères liés aux conditions de vie (et non au niveau de vie).

### Activité 8

- 1 Rang RNB – rang IDH = 2 soit  
Rang RNB – 1 = 2 soit rang RNB = 3  
La Norvège est classée 3<sup>e</sup> en terme de RNB par habitant, elle a le 3<sup>e</sup> RNB/hab le plus élevé.
- 2 Ici il faut faire référence à l'exemple du Koweït : ce pays a un RNB élevé (55 79\$/hab), il est d'ailleurs classé 5<sup>e</sup> selon ce critère (cf méthode à la question précédente), cependant il n'est que 47<sup>e</sup> en terme d'IDH. La richesse nationale a le potentiel d'élargir les choix offerts aux individus. Ceci n'est toutefois pas automatique. En effet, ce n'est pas la richesse en elle-même qui est décisive, mais la façon dont les pays dépensent cette richesse, ainsi si le pays ne choisit pas d'orienter ses dépenses vers la santé et/ou l'éducation, l'écart entre RNB et IDH sera d'autant plus élevé.

### Activité 9

- 1 10 tonnes de PDT = f (1 ha de terre + 1 tracteur, 1 an de travail)  
=capital
- 2 20 tonnes de PDT = f (2 ha de terre + 2 tracteurs, 2 ans de travail)
- 3 La production a été multipliée par 2, il y a donc de la croissance. L'accroissement de la production (doublement) s'explique ici par l'accroissement (le doublement) des facteurs de production.

### Activité 10

- 1 En France, d'après l'OCDE, entre 2005 et 2009, la production a augmenté de 0,5 % en moyenne chaque année.
- 2 La croissance des facteurs de production explique 1/3 (1,2/3,6) de la croissance autrichienne sur la période 2005 – 2009.
- 3 2,4 % de la croissance autrichienne ne s'explique pas par l'augmentation des facteurs de production mais par l'augmentation de la productivité.

### Activité 11

- 1 L'accumulation du capital physique, c'est-à-dire l'investissement entraîne la croissance par deux effets :
  - un effet quantitatif : il y a une hausse du capital par travailleur.
  - un effet qualitatif grâce au progrès technique puisque lorsqu'on accumule du capital, on n'accumule pas éternellement le même capital, on va ainsi remplacer des machines par de nouvelles plus performantes.

### Activité 12

- 1 Ce capital humain dépend du niveau d'éducation moyen de l'ensemble des travailleurs, de leurs conditions de santé mais aussi de l'expérience qu'ils ont pu acquérir au fil de leur vie professionnelle.

- ② Le capital humain joue sur la productivité totale des facteurs et donc sur la croissance des économies. Cela s'opère de deux manières :
  - Un travailleur hautement qualifié et en bonne santé est plus productif, il peut par exemple produire davantage pour une même durée de travail.
  - Un travailleur qualifié est davantage apte à créer de nouvelles technologies, à innover, ou à assimiler celles qui ont été créées ailleurs. Cela en retour augmente la qualité du capital physique dont on a parlé précédemment et accroît la productivité totale des facteurs.

### Activité 13

- ① Certaines mesures visent à favoriser le retour à l'emploi de chômeurs (5<sup>e</sup> mesure) mais globalement les pouvoirs publics ont pris des mesures à destination des actifs occupés (mesures 1 et 2 et 4) et des entreprises (mesures 1, 2 et 3).
- ② En étant mieux formée, la main-d'œuvre à d'une part plus de facilités à faire face à des mutations de l'emploi voire à se reconvertir si besoin. D'autre part, une main-d'œuvre mieux formée est aussi plus productive.
- ③ Le capital humain peut aussi s'acquérir par l'expérience au travail (« learning by doing »), cependant la difficulté peut être de la faire prendre en compte, d'où la nécessité de mettre en place des processus officiels de validation des compétences.

### Activité 14

- ① L'investissement public est justifié puisqu'il permet de produire des biens qui ne seraient produits sans son intervention du fait d'un coût élevé.

D'autre part la production d'infrastructures dans le transport ici génère des externalités positives : en effet, les entreprises vont pouvoir par exemple recevoir leur marchandise plus rapidement et gagneront en productivité.

### Activité 15

- ① Une innovation ne sera entreprise que si son producteur peut en escompter un profit supérieur à ses coûts. Cependant, les innovations sont souvent source d'externalités positives et de ce fait vont bénéficier à d'autres agents qui n'auront pas contribué à leur financement accroissant ainsi le bien-être collectif.
- ② L'État doit intervenir dans le processus d'innovation par des subventions et/ou mesures fiscales afin d'inciter les producteurs à innover puisque ces innovations bénéficieront aussi à d'autres. Sans ces incitations, les entreprises faisant un calcul coût/avantages ne produiraient pas certaines innovations car trop peu rentables.
- ③ L'État doit pouvoir garantir aux innovateurs de ne pas être abusivement copié (par des imitateurs n'ayant pas supporté les coûts de recherche).

## Activité 16

- 1 En France, en 2003, d'après l'OCDE, les DIRD représentaient 2,19 % du PIB.
- 2 En France, en 2005, d'après l'OCDE, 39 % de la DIRD était financée par l'État et 50,8 % par l'industrie.
- 3 Le rôle de l'État est variable selon les pays :  
L'État joue un rôle important dans le financement de la Recherche-développement en France (39 % du PIB), et aux États-Unis (31 %). Au Japon, l'État ne finance que 17,7 % de la R&D .

## Chapitre n° 2

### Activité 17

- 1 Le PIB ou produit intérieur brut mesure la valeur des richesses créées dans un pays (ici le France) sur une période donnée (généralement une année). Il se calcule approximativement par la somme des valeurs ajoutées.
- 2 Par la croissance du PIB, indicateur mesuré en dollars (parités de pouvoirs d'achat 1990) et converti en indices base 100 en 1913
- 3 Les données sont en volume (prix constants 1990).
- 4 La croissance sur longue période est continue (en tendance) mais irrégulière : des périodes de baisse et des phases d'accélération et ralentissement.
- 5 Lorsque la courbe baisse, le PIB diminue : pendant les deux guerres mondiales, les années 30, le choc pétrolier (milieu des années 70), début des années 90 (93).
- 6 Les trente années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale sont des années de forte croissance économique (« les trente glorieuses », expression de J Fourastié), ensuite la croissance ralentit mais le PIB continue d'augmenter.

### Activité 18

- 1 Le PIB en volume élimine l'effet de la hausse des prix contrairement au PIB en valeur.
- 2 La hausse des prix
- 3 D'après l'INSEE, le PIB en valeur a augmenté d'environ 3 % en 2010, le PIB en volume d'environ 1,5 %. les prix ont augmenté cette même année d'environ 1,5 %.
- 4 Les périodes de forte croissance économique : Des années 50 à 1973, fin des années 80, fin des années 90.

Les périodes de ralentissement de la croissance (croissance faible) : milieu des années 70 jusqu'à la fin des années 80, les années 90 et 2000 (exception faite de al fin des années 90)

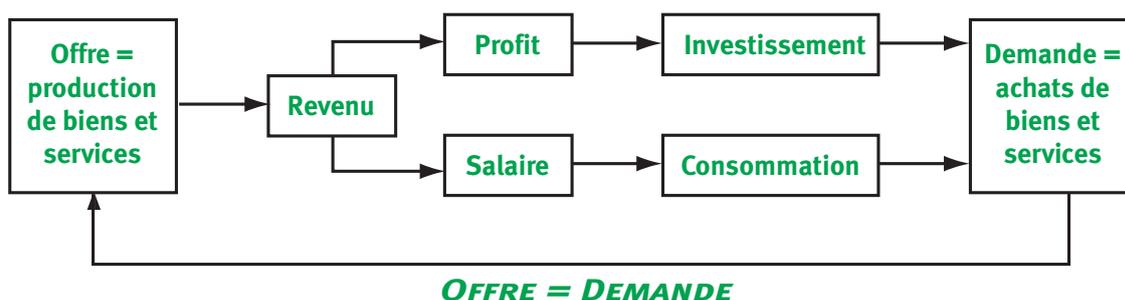
Les périodes de baisse correspondent à un taux de croissance négatif : 1974, 1993, 2009.

**Activité 19** ① Fluctuations/expansion/crise./ reprise /récession.

**Activité 20**

	<b>Crises traditionnelles Ou agricoles (jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle)</b>	<b>Crises classiques ou industrielles (à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle) crise des années 30</b>	<b>La crise des années 70</b>
<b>Élément déclencheur</b>	Accident climatique, guerres	Krach boursier et faillites bancaires (spéculation à crédit)	Choc pétrolier 73
<b>Origines profondes de la crise</b>	Sous-production agricole (insuffisance de l'Offre par rapport à la demande)	Surproduction industrielle (insuffisance de la demande liée à l'insuffisance des revenus par rapport à la production)	Crise structurelle (interprétations diverses cf B))
<b>Caractéristiques</b>	Pénuries alimentaires Hausse des prix	Dépression (baisse de la production, de l'emploi, de la consommation, des Prix, de l'investissement, DEFLATION	Ralentissement de l'activité (succession de récession) et inflation (hausse générale, durable et cumulative des prix), hausse continue du chômage.
<b>Mécanismes</b>	Insuffisance de la production agricole (poids élevé du secteur dans l'économie) → hausse des prix agricoles → baisse du pouvoir d'achat (baisse de la demande dans les autres secteurs → généralisation de la crise à l'ensemble de l'économie	Surproduction industrielle → baisse de la production et des prix → baisse des revenus et de l'emploi → de la consommation, de l'investissement → baisse de la production  Spirale déflationniste.	Crises structurelles (succession de récessions) Interprétations diverses (cf B)

**Activité 21** ①



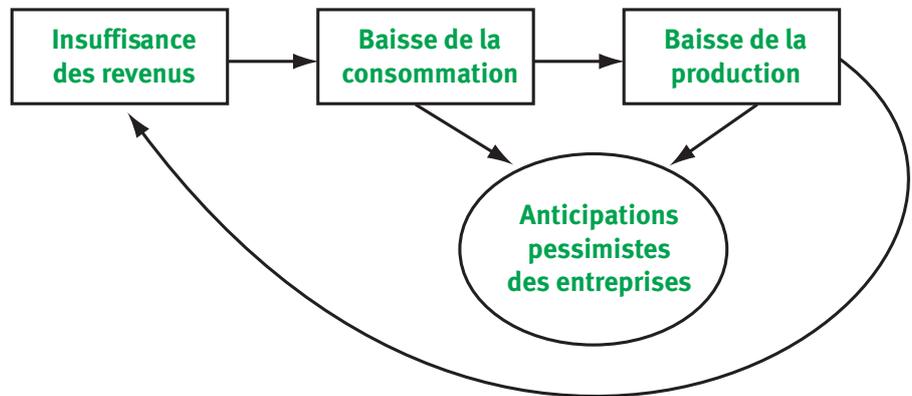
②

Offre > demande → prix baissent →  $\left\{ \begin{array}{l} \text{Demande augmente} \\ \text{Offre baisse} \end{array} \right. \rightarrow$  retour à l'équilibre.

### Activité 22

① La consommation, l'investissement et les exportations ;

②



③ De l'insuffisance de la demande anticipée (effective)

### Activité 23

① Entraves au bon fonctionnement du marché qui empêchent le retour à l'équilibre

Par un choc extérieur : choc pétrolier, catastrophes naturelles...

② Limiter l'intervention de l'État et laisser le marché fonctionner librement et sans entrave.

### Activité 24

① Les ventes ne cessaient d'augmenter grâce aux facilités de crédits accordées par les banques (même aux clients insolvable) et la politique monétaire expansionniste de la FED. (taux directeurs historiquement très faible 1 % en 2004)

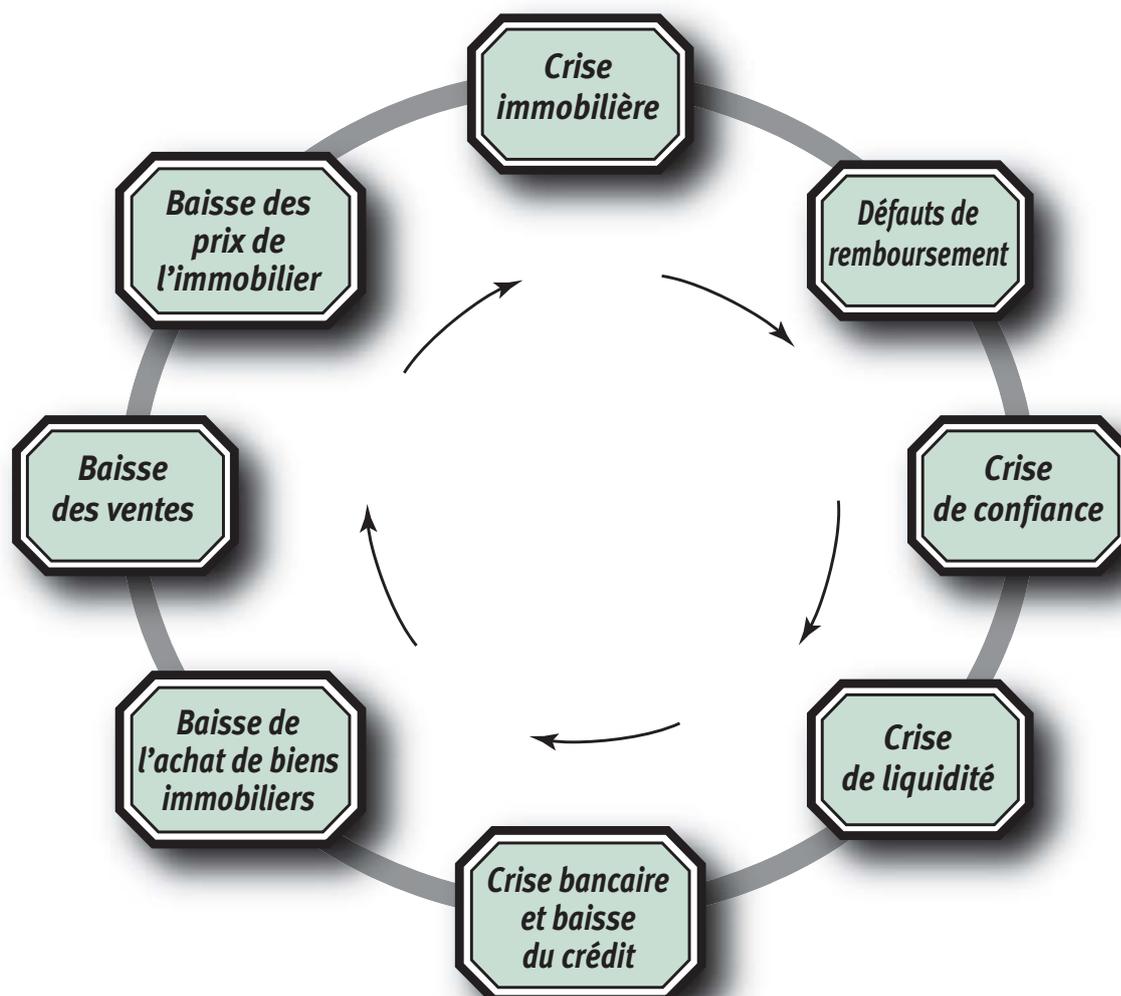
② Elles comptaient sur la hausse continue du prix de l'immobilier : ainsi, en cas de non remboursement, le bien immobilier pouvait être vendu, et la somme prêtée récupérée.

D'autre part, les banques avaient la possibilité de transformer leurs créances « douteuses » en actifs négociables sur un marché. (mécanisme de titrisation)

③ Cela leur permettait d'accéder à la propriété.

Ils comptaient aussi sur la hausse continue du prix de l'immobilier pour revendre leur bien plus cher qu'ils ne l'avaient acheté et ainsi rembourser leur prêt ou le renégocier.

## Activité 25



## Activité 26 ❶ Transmission par le canal du marché immobilier :

Crise financière → baisse du crédit bancaire : Le taux de croissance des prêts au secteur privé était négatif en 2009 aux États-Unis et nulle dans les pays de la zone euro, alors qu'il supérieur à 10 % en 2007 dans les deux régions. (document 28 a)

Cette baisse des crédits a entraîné une chute des achats immobiliers, une baisse des constructions et de l'emploi dans ce secteur, ainsi que dans les autres secteurs dont les ventes dépendant des crédits. (ex automobile).

## ❷ Transmission par le canal de la « richesse ».

Crise financière → crise immobilière et crise boursière → baisse du prix de l'immobilier et du cours des valeurs mobilières → baisse du prix des actifs → baisse de la valeur du patrimoine des agents économiques (« effet richesse » → hausse de l'épargne de précaution

(crainte du chômage) et baisse de la croissance. Ainsi, on constate une baisse de la valeur du patrimoine des ménages américains entre 2000 et 2010 : alors que la richesse financière (patrimoine financier c'est-à-dire ensemble des placements financiers en valeurs mobilières et titres divers) représentait plus de 400 % de leur revenu disponible en 2000, il ne représentait plus que 250 % en 2010.

Leur richesse immobilière (patrimoine immobilier) représentait un peu moins de 250 % de leur revenu disponible en 2010 contre un peu moins de 300 % au milieu des années 2000.

**3** Transmission par le canal du financement des entreprises.

Privées de sources de financement (bancaire et/ou financier), certaines entreprises (PME) ont fait faillite au niveau macroéconomique l'investissement et la production ont diminué.

**4** Transmission par le canal de la mondialisation. La brusque contraction des échanges s'est répercuté à l'ensemble des pays de la planète (dans des proportions diverses selon le degré d'ouverture des économies). Alors qu'entre 2005 et 2008 la croissance des échanges mondiaux de marchandises atteignaient en moyenne 8 % par an, le commerce mondial a baissé de 12 % en 2009.

La crise financière s'est aussi traduite par une contraction des financements extérieurs, aggravant à nouveau la récession mondiale.

## Activité 27 Politiques conjoncturelles

Les **politiques conjoncturelles** regroupent l'ensemble des politiques économiques visant à intervenir sur l'économie à **court terme**. Elles cherchent à maintenir ou à rétablir les grands équilibres macroéconomiques : croissance économique, plein emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur.

Politique monétaire/Politique monétaire expansionniste/Politique monétaire restrictive

**Politique monétaire** = politique économique qui vise à agir sur l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêt et, ainsi, sur l'inflation, la croissance et l'emploi.

**a)** La politique monétaire **expansionniste**, qui consiste à augmenter la masse monétaire dans l'économie, afin de stimuler la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Une telle politique, d'inspiration **keynésienne**, a pour objectif principal de stimuler la **croissance** et l'**emploi**, mais risque d'augmenter l'inflation.

- b)** La politique monétaire **restrictive**, qui consiste au contraire à limiter la hausse de la masse monétaire, afin de limiter la demande. Une telle politique, inspirée par le courant économique dit **monétariste**, a pour objectif principal le contrôle de l'**inflation**, mais risque de pénaliser la croissance et l'emploi à court terme.

Depuis le 1er janvier 1999, la politique monétaire des pays de la zone euro (dont la France) est menée par le Système européen de banques centrales (SEBC) : cela signifie que toutes les banques centrales nationales des pays membres de la zone euro sont dirigées par une banque centrale unique : la BCE (Banque centrale européenne). Cette BCE est indépendante des pouvoirs publics. Son objectif prioritaire est la stabilité des prix.

### Politique budgétaire

**Politique budgétaire** = politique économique qui utilise le budget des pouvoirs publics (dépenses et recettes) pour agir sur la conjoncture économique (la croissance, le chômage ou l'inflation notamment).

On distinguera principalement deux grands types de politique budgétaire :

- a)** La **politique de relance** (autrement appelée politique budgétaire **volontariste** ou **expansionniste**) : elle consiste à soutenir la croissance économique à court terme, via une hausse des dépenses publiques, en actionnant le mécanisme du multiplicateur (mis en évidence par Keynes).

Ce multiplicateur permet de compenser de faibles investissements privés par une hausse des dépenses publiques. Il souligne qu'une hausse des investissements entraîne une hausse plus que proportionnelle de la richesse créée.

*Remarque* : dans une logique keynésienne, une politique de relance peut aussi passer par une augmentation des revenus distribués par l'État (salaire minimum ou allocations chômage par exemple) ou encore une baisse des impôts, ce afin d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, et donc de stimuler la demande.

- b)** La **politique de rigueur** (ou politique **restrictive**) : elle consiste à limiter l'accroissement des dépenses publiques, afin d'éviter le creusement d'un déficit public trop important. Elle permet également de lutter contre l'inflation (notamment en limitant la demande ; rappel : les principales causes d'inflation sont présentées dans le chapitre précédent).

Les recettes et les dépenses publiques exercent mécaniquement une action **contra-cyclique** sur l'activité économique, c'est-à-dire qu'elles réduisent les aléas de la conjoncture économique.

En effet, certaines dépenses publiques sont directement liées à la conjoncture. Ainsi, quand l'activité économique ralentit, les

dépenses publiques ont tendance à s'accélérer tandis que les entrées de recettes ralentissent mécaniquement. Cette hausse des dépenses publiques doit compenser la perte de revenu des individus résultant du ralentissement économique (par exemple, en cas de crise économique, un travailleur qui perd son emploi se voit attribuer des aides de la part de l'État sous la forme d'indemnisation du chômage).

À l'inverse, en période de forte croissance économique, les impôts et cotisations sociales prélevées par les pouvoirs publics augmentent automatiquement (par exemple, les entreprises produisent davantage et versent donc plus d'impôts sur la production) alors que les dépenses diminuent.

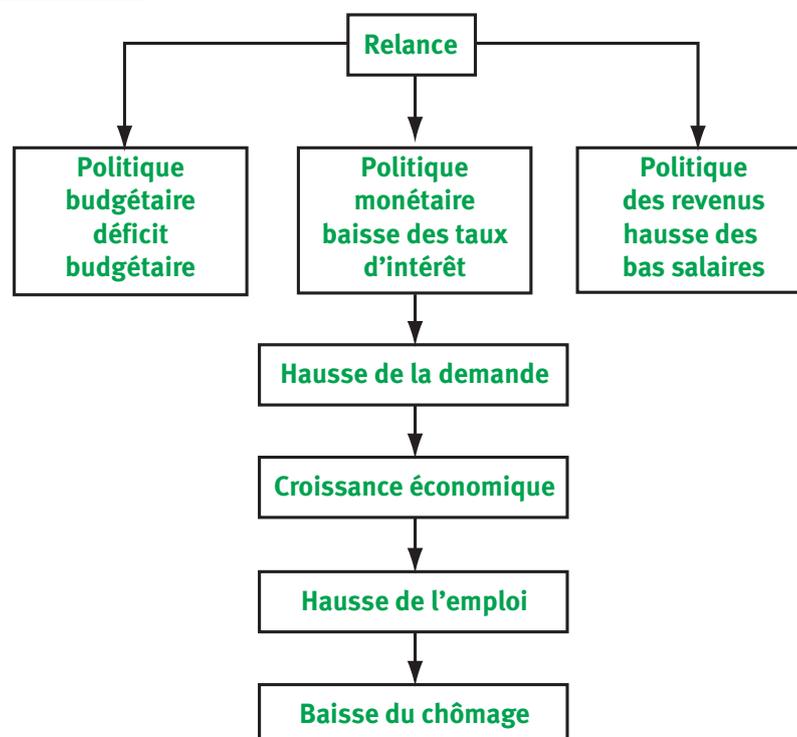
Les recettes et les dépenses publiques sont donc des « **stabilisateurs automatiques** » : elles varient automatiquement en fonction des variations de la conjoncture afin de stabiliser l'économie.

### **Dettes publique/Déficit public**

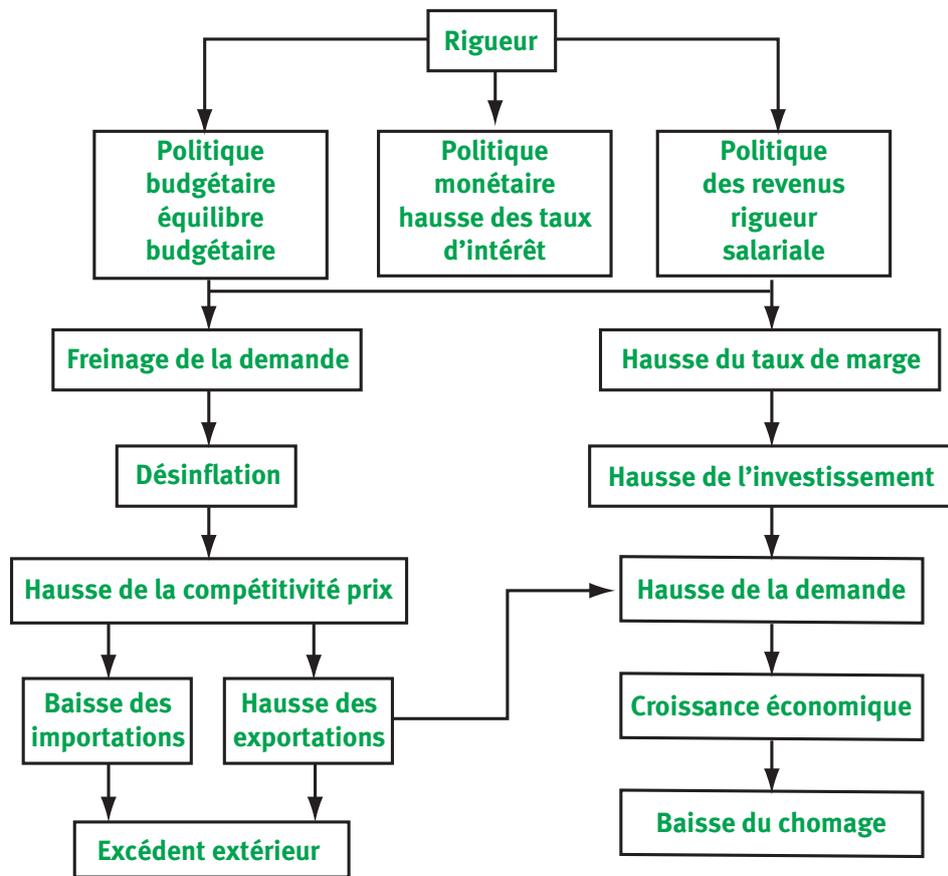
Dettes publique : ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale).

Déficit public : solde « recettes dépenses » de l'ensemble des administrations publiques négatif.

**Schéma A**



**Schéma B**



**Activité 28**

- ① Consommation, investissement, exportations.
- ② C'est la demande anticipée qui détermine le niveau de la production et donc de l'emploi.
- ③ Insuffisance de la demande effective par rapport à la population disponible.
- ④ L'État doit intervenir pour relancer la demande en cas de sous-emploi par des politiques monétaire et budgétaire expansionnistes.

**Activité 29**

	Les politiques conjoncturelles avant les années 1980 (ex France)	Les politiques conjoncturelles après les années 80 (ex France après 1983)
Référence théorique	Analyse keynésienne	Analyse libérale
Objectifs prioritaires	Relancer l'activité économique par la demande et permettre une baisse du chômage	Lutter contre l'inflation et les déficits extérieurs (conditions d'une croissance durable)

<b>Instruments</b>	Politique budgétaire (déficiaire) et politique monétaire expansionniste (baisse des taux d'intérêt)	Politique budgétaire restrictive (réduction du déficit et de la dette publique), politique monétaire restrictive. Ces politiques s'inscrivent dans un cadre libéral visant à promouvoir la concurrence ; elles s'accompagnent d'une rigueur salariale.
<b>Résultats attendus</b>	Reprise de la croissance et de l'emploi	Baisse de l'inflation (désinflation) et équilibre extérieur. Croissance et baisse du chômage grâce aux efforts de compétitivité des entreprises et à la reprise de l'investissement.
<b>Résultats et Limites</b>	Risques inflationnistes (par la demande et l'accroissement de la masse monétaire) et aggravation des déficits extérieurs du fait de la <b>contrainte extérieure</b> *1	Inflation maîtrisée mais forte contraction de demande qui pèse sur la croissance et l'emploi.

### Activité 30

- 1 D'après le FMI, le PIB a augmenté de 1,6 % en 2010, les prix à la consommation ont augmenté de 1,6 % ; le nombre de demandeurs d'emploi représentait 9,8 % de la population active, et la dette des administrations publiques atteignait 83,6 % du PIB. (Attention soyez explicite !).
- 2 La dette publique française représentait 90 % du PIB en 2011 contre 65 % en 2007, soit une augmentation de 35 points de %).  
La dette publique grecque représentait 135 % du PIB en 2011 contre 95 % en 2005, soit une hausse de 45 points de %.
- 3 La faiblesse de la croissance qui pèse sur l'emploi.
- 4 La plupart des gouvernements adoptent des politiques de rigueur car les déficits publics sont devenus très importants, certains pays ont des difficultés pour trouver des sources de financement et sont au bord de la cessation de paiements (ex Grèce). De nombreux pays de la zone euro doivent se rapprocher du seuil des 60 % de dette par rapport au PIB et réduire leurs dépenses publiques et/ou augmenter leurs recettes. Les États-Unis dont la dette dépasse les 14 000 milliards sont également dans une situation critique.  
Ces plans de rigueur vont peser encore davantage sur la croissance et l'emploi.

1. Contrainte extérieure : absence d'autonomie d'une économie qui s'exprime par l'impossibilité de mener une politique économique autonome devant la nécessité d'équilibrer les échanges extérieurs.

# Correction de l'auto-évaluation

## Chapitre 1

### Exercice 1 Vrai/faux

	VRAI	FAUX	JUSTIFICATION
Le PIB augmente lorsqu'il y a une marée noire	X		Les coûts liés à la dépollution viennent augmenter le PIB
Le PIB/habitant ne reflète pas les inégalités	X		
Le PIB est un indicateur de bien-être		X	Le PIB est un indicateur de richesses
Le PIB/hab est un indicateur de l'IDH		X	Il a été remplacé en 2010 par le RNB/hab
Le capital et le travail sont des facteurs de production	X		
Le progrès technique est mesuré par la productivité du travail		X	Par la productivité globale des facteurs
Le capital humain est l'argent possédé par un individu		X	Stock de connaissances
La croissance est extensive quand elle résulte de gains de productivité		X	Quand elle est due à l'accroissement des facteurs de production
Les pouvoirs publics peuvent favoriser la croissance	X		Rôle des subventions, brevets.. dans l'innovation
Schumpeter a mis l'accent sur le rôle de l'innovation dans le processus de croissance	X		

### Exercice 2 Complétez les phrases suivantes :

- a) Quantité de facteurs
- b) endogène
- c) droits de propriété.
- d) développement.

## Chapitre 2

1 d et e. Depuis le début de la crise des années 70, la croissance ralentit et la production ne baisse que très ponctuellement. Si l'inflation a marqué la crise des années 70, la crise des années trente s'est caractérisée par une chute des prix alors le contexte de la crise économique de 2009 est celui d'une faible inflation. Si les revenus ont baissé pendant la crise des années 30, ce n'est plus le cas dans la période contemporaine.

2 Compléter le texte suivant

La croissance économique n'est pas régulière, elle est marquée par des variations de l'activité économique : ce sont les **fluctuations économiques**. Quand la production diminue plus au moins deux trimestres consécutifs, les économistes parlent de **récession**, mais si la production baisse durablement, c'est **la dépression**. La crise des années 30, s'est traduite par une chute de la production, de l'emploi, des revenus, de la consommation et des prix : c'est un exemple de **déflation**. Si la crise des années 70, s'est dans un premier temps accompagnée d'une hausse générale et cumulative des prix, c'est-à-dire d'une **inflation**. Les politiques économiques libérales mises en place dans la plupart des pays occidentaux au début des années 70, ont permis une diminution de la hausse des prix c'est-à-dire une **désinflation**.

3 Mesures en faveur des bas revenus, 1981.

Mesure de relance fin 2008 et 2009 du gouvernement Sarkozy (prime à la casse, soutien de l'investissement...)

4 a) approche keynésienne

b) Approche libérale

